

Europe centrale et orientale

Daniel Baric
Pierre Bouillon
Ulf Brunnbauer
Błażej Brzostek
Marie-Madeleine de Cevins
Vincent Duclert
Marie-Élizabeth Ducreux
Franziska Heimbürger
Pieter M. Judson
Gábor Klaniczay
Andrii Kolp
Morgane Labbé
Christine Lebeau
Jacques Le Rider
Sylvie Lindeperg
Olivier Marin
Marie-Pierre Rey
Antoine Roger
Thomas Serrier
Damien Thiriet
Theodore R. Weeks
Bénédicte Zimmermann

Petr Charvát*The Emergence of the Bohemian State*

Leyde, Brill, [2007] 2010, xviii-239 p.

À l'heure où triomphe dans les sciences humaines l'hyperspécialisation, voir une autorité reconnue quitter son pré carré pour bousculer les frontières disciplinaires est en soi rafraîchissant. On ne saurait trop saluer le beau risque qu'a pris à cet égard Petr Charvát : après avoir consacré l'essentiel de sa vie de chercheur à l'archéologie des civilisations cunéiformes mésopotamiennes, il a entrepris depuis quelques années de revisiter l'histoire de sa Bohême natale avec le regard décalé que lui donne la fréquentation d'autres cultures. Le présent livre relève dans le sens plein du terme de la provocation. Stimulant, souvent facétieux, il abonde aussi en hypothèses hasardeuses et en surinterprétations qui pourront à bon droit irriter les lecteurs sourcilieux.

La question qui le sous-tend a trait à l'apparition de l'État en Bohême, une expression contestable tant elle prête à l'anachronisme, mais que l'auteur entend de manière minimaliste comme le processus d'unification progressive des populations de Bohême sous l'autorité de la dynastie přemyslide. Y répondre bute sur le manque de sources écrites, qui est là plus aigu encore qu'ailleurs puisque celles-ci font entièrement défaut avant l'an mil. Par la force des choses, P. Charvát fait donc largement appel aux résultats des fouilles, qu'il éclaire à l'aide d'une soixantaine d'illustrations très pédagogiques et qu'il confronte à divers témoignages externes. Son originalité majeure réside plus particulièrement dans sa capacité à varier les échelles en insérant les trouvailles archéologiques faites récemment en République tchèque dans les réseaux d'échanges à moyenne et à longue,

voire à très longue, distance. Cette orientation donne une ampleur inaccoutumée au récit qui, pour le reste, adopte une subdivision par siècles passablement artificielle.

Le premier chapitre traite du VII^e siècle et applique aux *Bohemi* la problématique de l'ethnogenèse. Il en ressort que ceux-ci, loin d'être cimentés par un même héritage biologique ou linguistique, n'étaient au début qu'un agrégat de Germains et de populations slaves hétéroclites, qui prirent le nom du pays où ils avaient trouvé refuge au temps des guerres avec les Huns. La figure mythique de *Bohemus*, telle qu'elle est ultérieurement attestée chez le chroniqueur Cosmas, aurait été forgée à l'époque, peut-être sous l'influence des Lombards, pour leur donner rétrospectivement l'unité qui leur manquait. Le deuxième chapitre montre l'appropriation du pays par les nouveaux venus au cours du VIII^e siècle, quand apparaissent les premiers sites fortifiés. La culture matérielle comme les usages culturels témoignent de l'ouverture de la Bohême aux influences extérieures, celle des Francs et des Frisons certes, mais peut-être surtout celle de l'Orient sassanide, puis musulman. Au siècle suivant, la recomposition des élites dans un contexte d'intensification des relations avec l'empire carolingien va de pair avec les débuts de la christianisation qui se serait faite d'autant plus facilement qu'elle aurait récupéré les insignes païens du pouvoir. Le dernier chapitre étudie la montée en puissance de la Bohême, consécutive à l'effondrement de la Grande Moravie au début du X^e siècle. L'expansion territoriale tchèque se double alors de l'affermissement des Přemyslides qui, profitant du culte de leurs saints dynastiques Ludmila et Venceslas, de la protection impériale et des fruits d'un commerce florissant, parviennent à se réserver la succession héréditaire du trône.

Ce bref survol ne rend pas justice à la richesse novatrice de beaucoup d'analyses. Citons en exemple l'évocation d'Emma († 1006), cette princesse d'origine italienne qui fut successivement reine de Francie occidentale au temps de Lothaire IV et duchesse de Bohême à la faveur de ses secondes noces avec Boleslav II. Sa seconde vie est ici magnifiquement illustrée par le croisement des sources textuelles (la Chronique de Cosmas), numismatiques (les pièces de monnaie frappées en son nom propre à Mělník) et iconographiques (le manuscrit de la légende de saint Venceslas conservé à la Herzog August Bibliothek de Wolfenbüttel, qui la montre baisant les pieds du saint).

Il reste que la tendance systématique de l'auteur à chercher en Orient la clé des phénomènes qu'il étudie laisse sceptique. À supposer par exemple que le plan primitif du château de Prague décèle, comme il le prétend, l'influence du culte de Mithra, la signification d'un tel emprunt ne s'était-elle pas nécessairement altérée au gré des multiples intermédiaires par lesquels elle s'était transmise ? N'est-ce pas sinon succomber au fétichisme des origines ? Cette pente se révèle d'autant plus gênante qu'en sens inverse, les informations dont dispose P. Charvát sur l'Europe latine sont maigres et obsolètes. Or ses analyses auraient gagné à prendre en compte les travaux de Thomas Lienhard sur la politique slave des Mérovingiens et de Bruno Dumézil sur les processus de conversion au christianisme, les recherches récentes sur la *Vita* de Saint-Amand ou encore les nouvelles hypothèses relatives à la chronologie du règne de Clovis. Ce n'est certes pas là une raison suffisante pour ignorer ce livre, qu'il faut connaître sans se laisser duper par ses partis pris.

OLIVIER MARIN

Petr Hlaváček

Die böhmischen Franziskaner im ausgehenden Mittelalter: Studien zur Kirchen- und Kulturgeschichte Ostmitteleuropas
Stuttgart, Franz Steiner Verlag, [2005]
2011, 230 p.

Petr Hlaváček propose ici la version allemande d'un ouvrage paru il y a huit ans en langue

tchèque, qu'il a remanié et enrichi pour la circonstance. Son titre mérite d'être explicité : l'objet en est précisément le vicariat bohémien de l'Observance franciscaine, dont tout le destin tient en un petit siècle qui court de sa fondation en 1452 par saint Jean de Capistran jusqu'à sa dissolution vers 1530, à l'heure où la Réformation triomphante frappe l'ordre dans ses forces vives. Pour relater la gloire et les misères des bernardins (comme on appelait alors les disciples de saint Bernardin de Sienne), l'auteur s'appuie sur une chronique émanant de l'Observance elle-même, la *Chronica Fratrum Minorum de Observancia Provinciae Bohemiae* du ministre provincial Michel de Carinthie, et sur la source de cette dernière, le *De novella plantatione provinciae Austriae, Bohemiae et Poloniae, quo ad fratres minores de observantia cronica*, qu'il a eu la bonne fortune de retrouver en 2002. Au besoin complétés à l'aide d'autres chroniques contemporaines et des riches archives statutaires de l'ordre, ces deux textes fournissent à l'analyse son fil conducteur. Choix compréhensible, tant ils fourmillent d'informations précieuses et circonstanciées, mais qui impose aussi d'inévitables limites et partis pris à la monographie de P. Hlaváček.

Le livre s'ouvre par une présentation institutionnelle du vicariat bohémien, qui fut d'abord uni aux régions autrichiennes et polonaises au sein d'un vaste ensemble très hétéroclite, avant d'en être détaché et d'acquiescer officiellement son autonomie (1467-1469). À plus petite échelle, l'auteur analyse finement l'*inurbamento* précoce des couvents, la pratique de la mobilité par les frères, ainsi que leur insertion dans la société globale ; leurs relations souvent difficiles avec le clergé séculier et plus encore avec leurs homologues conventuels ou « réformés » contrastent avec l'appui intéressé – ressortissant à une stratégie de distinction sociale ou confessionnelle – qu'ils reçoivent de la part des communautés urbaines et des magnats. Cette famille religieuse dynamique et attractive, à la pointe de la reconquête catholique des pays tchèques, s'effondre pourtant bientôt comme un château de cartes. À quoi tient ce paradoxe ?

P. Hlaváček en cherche la raison dans les tensions structurelles qui déchirèrent l'Observance et qu'il détaille dans les trois chapitres suivants. Il y a d'abord la question

nationale. C'est que l'universalisme affiché par l'Observance est entré en crise aussitôt que la génération des fondateurs, composée très majoritairement d'Italiens, eut passé la main à des frères autochtones. Les rivalités entre germanophones et Polonais devinrent si vives qu'il fallut détacher du vicariat les couvents du royaume de Pologne-Lituanie en plein essor. Ce fut ensuite au tour de l'antagonisme germano-tchèque d'exercer ses effets déstabilisateurs, les Tchèques jugeant intolérable la marginalité dans laquelle leur infériorité numérique les reléguait. Malgré plusieurs tentatives de compromis, l'Observance ne parvint jamais à résoudre de manière satisfaisante les redoutables défis que posait à cet égard la diversité linguistique et nationale de l'Europe centrale ; ce cas d'espèce exemplaire scelle ainsi la fin d'une certaine idée de la chrétienté.

La méfiance des observants bohémiens à l'égard de la culture trahit une fermeture non moins néfaste à moyen terme. Par fidélité à l'anti-intellectualisme franciscain primitif, les frères demeurèrent réfractaires aux influences humanistes qui, ailleurs, aboutirent à la création de maisons d'études. Cela n'a certes pas empêché certains couvents de la couronne de Bohême de disposer de bibliothèques correctement pourvues ; sur leur constitution, leur contenu et leur utilisation, P. Hlaváček donne quelques aperçus qu'on aurait aimés moins rapides. Mais le fait est que ce retard culturel pesa lourd sur le destin ultérieur du vicariat et explique pour une bonne part l'hémorragie soudaine qu'il subit au début du XVI^e siècle.

Le dernier chapitre aborde ce qui fait la principale originalité des observants en Bohême : leur situation minoritaire dans un pays acquis au hussitisme. Là encore, leur attitude est marquée d'une ambivalence porteuse de contradictions internes et de fragilités. D'un côté, ils héritent de leur maître Capistran un militantisme apologétique et missionnaire qui n'est pas sans annoncer déjà la Contre-Réforme. Cependant, et c'est là sans doute l'un des acquis majeurs du livre, des affinités plus ou moins conscientes les rapprochent de l'utraquisme : le roi hussite Georges de Poděbrady ne leur marchandait pas son soutien, tandis que des échanges artistiques multiformes témoignent d'une influence mutuelle.

Aussi les observants n'hésitèrent-ils pas dans les années 1456-1465 à jouer les intermédiaires avec la curie pontificale, dans l'espoir de faciliter la réconciliation de la Bohême et de la chrétienté. Cette politique irénique tourna court, de sorte que la résurgence des antagonismes confessionnels fit de l'Observance la cible privilégiée de l'anticléricalisme tchèque. Certains de ses membres n'en continuèrent pas moins de cultiver un spiritualisme, éventuellement teinté de joachimisme, qui les mettait en porte-à-faux avec les courants dominants du catholicisme.

Le livre se clôt par quatre excursus. Sans toujours éviter les redites avec les développements précédents, l'auteur y revisite les figures clés de l'Observance franciscaine en Bohême : sont tour à tour présentés l'itinéraire de Capistran dans les pays tchèques, l'activité diplomatique du vicaire provincial Gabriel Rangoni de Vérone, ainsi que les biographies du médecin franciscain Vincent Eysack et du chroniqueur Eberhard Ablauff de Rheno. D'utiles tableaux analytiques et un corpus de reproductions iconographiques achèvent de faire du livre de P. Hlaváček un instrument de travail maniable et d'autant plus précieux qu'il éclaire un domaine jusque-là relativement ignoré de l'historiographie occidentale.

Il va de soi qu'une synthèse de ce format ne pouvait pas épuiser le sujet. Indiquons donc pour finir les prolongements éventuels qu'appelle la lecture. Il faut d'abord relever que P. Hlaváček a focalisé son attention sur la Bohême proprement dite (avec un accent particulier sur la ville de Kadaň dont il est spécialiste) au détriment des couvents moraves et surtout silésiens, qui fournirent pourtant le gros des effectifs observants du vicariat. On peut ensuite regretter qu'il n'ait pas davantage élargi le regard aux royaumes voisins ; la comparaison avec l'Observance hongroise, dont l'histoire présente maintes analogies avec celle des pays tchèques et sur laquelle on dispose de la récente étude de Marie-Madeleine de Cevins, s'imposait. Enfin, quelques-unes des hypothèses avancées par l'auteur sur l'« anti-conformisme franciscain » demeurent invérifiables tant que n'est pas prise en compte la prédication des frères, avec tout ce qu'elle peut révéler de leur spiritualité et de leur

conscience de soi. S'ouvre là un vaste champ de recherches, auquel il faut espérer que P. Hlaváček, fort de la réussite de ce ballon d'essai, contribuera dans les prochaines années.

OLIVIER MARIN

**Derek Keene, Balázs Nagy
et Katalin Szende (éd.)**

*Segregation, Integration, Assimilation:
Religious and Ethnic Groups in the Medieval
Towns of Central and Eastern Europe*
Farnham, Ashgate, 2009, XVIII-263 p.

Cet ouvrage propose une approche comparative des phénomènes liés à la coexistence d'une diversité remarquable de communautés ethniques et d'appartenances religieuses en Europe centrale et orientale au Moyen Âge. Pour apprécier l'apport de cet ensemble de contributions, il faut avant tout rappeler la tradition de l'histoire urbaine en Hongrie et en Europe centrale.

Depuis les années 1950, l'histoire des villes médiévales en Hongrie est un champ de recherche fécond avec, à la suite de la monographie fondatrice de Jenő Szűcs (1954), les études de Vera Bácskai, Erik Fügedi, György Györffy et György Székely, qui ont discuté le rythme de l'évolution des villes hongroises dans une perspective comparatiste régionale et européenne. Ils interprétaient le décalage chronologique avec l'Occident, relatif au poids économique des villes en Hongrie, en Bohême et en Pologne (se basant, pour ces dernières, sur les études de František Graus, Aleksander Gieysztor, Maria Bogucka et Henryk Samsonowicz), à partir des théories liées à une vision marxiste de l'évolution : ces pays étaient « arriérés » puis, vers les XIII^e et XIV^e siècles, ils ont « rattrapé » les économies et les sociétés occidentales et ont ensuite connu un dynamisme remarquable avec l'apparition de la masse des « bourgades ». Néanmoins, leur évolution était moins « naturelle », leurs résultats plus « fragiles » et par conséquent, après la fin du XV^e siècle, avec la restructuration de l'économie européenne et la formation d'un nouveau marché mondial, advint une « déviation » du modèle occidental (Zsigmond Pál Pach) et un « blocage » de

l'évolution urbaine (J. Szűcs). Dans les années 1970-1980, les coopérations internationales ont donné naissance à de nouvelles approches : E. Fügedi s'est associé à l'enquête de Jacques Le Goff sur les villes et les ordres mendiants (comme Jerzy Kłoczowski en Pologne) ; György Granasztói a introduit les approches de l'histoire quantitative, de la démographie historique et de l'histoire des familles dans l'histoire urbaine hongroise ; András Kubinyi s'est allié avec les centres allemands examinant les réseaux urbains, le problème de la résidence et la topographie urbaine. En Pologne, à la même époque, le cercle autour de Bronisław Geremek (Stanisław Bylina, Halina Manikowska, Hanna Zaremska) a construit une coopération étroite avec l'école historique française, notamment sur le plan de l'histoire urbaine.

Les années 1990 ont connu, étrangement, une perte d'intérêt pour les problèmes d'histoire économique et sociale en général, et pour l'histoire urbaine en particulier, au profit d'une renaissance de l'histoire politique et biographique, plutôt traditionnelle, que seule une série d'études micro-historiques (Gyula Benda par exemple) et un nombre d'ouvrages d'histoire locale compensaient. Mais cette situation est en train de changer et cette présente collection d'études est un des fruits de ce renouveau¹. Alors qu'il s'appuie sur les acquis de la nouvelle histoire urbaine hongroise et néglige (malheureusement) celles de la Bohême et de la Pologne, il compense par l'ajout d'une autre Europe du Centre-Est et du Sud-Est, celle de Livonie, Ruthénie, Bulgarie et Dalmatie.

Comme D. Keene le souligne dans son étude introductive, la ville médiévale est exposée à une immigration continue. Ses activités économiques présentent une structuration socioprofessionnelle teintée des différentes ethnies et appartenances religieuses, présentant les variétés innombrables du « multiculturalisme », de l'assimilation ou la ségrégation des minorités, des conflits et des mécanismes de coexistence. Cette vision d'ensemble de l'histoire urbaine européenne, à partir des exemples anglais, français, allemands et italiens, est très utile comme arrière-plan des études des différents pays de l'Europe centrale et orientale.

La deuxième étude introductive, de Felicitas Schmieder, sur la coexistence des groupements

ethniques et religieux dans les villes allemandes est importante pour une autre raison : les citoyens allemands étaient omniprésents dans les villes d'Europe centrale et en plusieurs endroits d'Europe de l'Est suite à cette migration pluriséculaire qu'on a appelée la « colonisation » allemande. Leurs attitudes envers les minorités urbaines et leurs modèles juridiques étaient aussi décisifs hors des territoires de l'empire. Ces minorités, d'ailleurs, dans les parties orientales de l'Allemagne, étaient souvent de provenance de l'Est, principalement les Slaves. D'autre part, la considération des amples résultats de l'historiographie urbaine allemande (qui s'étend aussi sur l'histoire anglaise, comme l'œuvre de Frank Rexroth) permet de mieux percevoir l'évolution et les changements historiques dans ce domaine : d'un accueil libre et une assimilation facile des étrangers au raidissement des barrières et à une exclusion des minorités à partir du XIV^e siècle de plusieurs plans de la vie économique et sociale des villes allemandes.

Les onze études qui suivent proposent un panorama riche et varié d'études bien documentées dans chacun de ces pays, dont la recherche, malheureusement, continue à être linguistiquement et culturellement isolée de la vie académique internationale. La grille commune de l'enquête, l'attention aux mécanismes de ségrégation et d'intégration des différents groupes dans les villes de cette région, rend cette masse de nouvelle documentation comparable, même si cette possibilité n'est pas exploitée par la plupart des études de cas.

Une contribution est dédiée à la présence des Russes dans les villes de Livonie (Anti Selart), une à la variété ethnique et religieuse (arménienne, juive, russe, wallachienne, tartare, allemande) de la ville médiévale de Lviv (Olha Kozubska-Andrusiv), une autre alliant témoignages littéraires et archéologiques sur la présence de deux minorités en Bulgarie : les Arméniens et les Latini (Kazimir Popkonstantinov et Rossina Kostova), une étude systématique des structures ethniques des villes en Slovaquie (Boris Golec) et une étude de cas de Dubrovnik, la ville dalmate la plus abondamment documentée (Zdenka Janeković Römer), avec une analyse des conséquences des différences religieuses – catholiques, orthodoxes, hérétiques (bosniaques,

patarins), juifs, musulmans, et de l'attitude autonome des citoyens pour trouver leur *modus vivendi* avec cette variété. Finalement, une étude de Nada Zečević sur quatre villes grecques du domaine de Carlo I Tocco se rajoute à cette série.

La Hongrie est abordée par cinq études qui offrent une variété d'approches. La ville de Buda et les villes du Sud de la Hongrie sont étudiées en détail (András Végh, István Petrovics). Deux types de sources font l'objet d'une recherche particulière : les écrits des voyageurs médiévaux (B. Nagy) et les documents sur le « multilinguisme » des villes médiévales hongroises (K. Szende) – cette dernière offre une excellente combinaison de l'histoire sociale et culturelle, en s'appuyant sur un nombre de sources peu exploitées pour ces questions comme les noms de rue et les noms personnels. L'étude historico-archéologique de József Laszlovszky examine la coexistence – parfois problématique – des trois groupements principaux de la société médiévale urbaine (dans les villes qui étaient aussi résidences royales), mieux dit en anglais : « Crown, Town and Gown », avec une attention sur l'importance des ordres mendiants et les autres structures ecclésiastiques dans les villes (se référant aussi aux recherches récentes de Marie-Madeleine de Cevins en ce domaine).

Finalement, le volume se conclut par une étude générique de Gerhard Jaritz : l'image visuelle de l'autre dans l'espace médiéval urbain du Moyen Âge tardif. G. Jaritz, offre un survol instructif et amusant pour conclure ce volume riche de détails informatifs. Ces témoignages montrent qu'il y a une quantité de nouvelle documentation à découvrir dans cette « nouvelle Europe » longtemps sous-représentée dans la vision de l'historiographie européenne. En divulguant et discutant ces acquis, en les confrontant avec les résultats des collègues tchèques et polonais, on arrivera bientôt à une nouvelle synthèse.

GÁBOR KLANICZAY

1 - András KUBINYI, *Városfejlődés és vásárhálózat a középkori Alföldön és az Alföld szélén*, Szeged, Csongrád Megyei Levéltár, 2000 ; *Id.*, *Tanulmányok a középkori Budapest történetéről*, Budapest, BFL, 2009 ; Katalin SZENDE, *Orthon a*

városban. Társadalom és anyagi kultúra a középkori Sopronban, Pozsonyban és Eperjesen, Budapest, MTA Történettudományi Intézete, 2004; Enikő CSUKOVITS et Tünde LENGYEL (éd.), *Bártfától Pozsonyig. Városok a 13-17. században*, Budapest, MTA Történettudományi Intézete, 2005; Gyula BENDA, *Zsellérből polgár. Keszthely társadalmá, 1740-1849*, Budapest/Zalaegerszeg, L'Harmattan/Zala Megyei Levéltár, 2008; András KUBINYI, József LASZLOVSZKY et Péter SZABÓ (éd.), *Gazdaság és gazdálkodás a középkori Magyarországon: gazdaságtörténet, anyagi kultúra, régészet*, Budapest, Opitz, 2008.

Pál Engel, Gyula Kristó et András Kubinyi

Histoire de la Hongrie médiévale, vol. 2, *Des Angevins aux Habsbourgs*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, [1998] 2008, 476 p.-xvi p. de pl.

Huit ans séparent la publication des deux tomes de l'*Histoire de la Hongrie médiévale*¹. À la différence du volume précédent, traduit à partir d'une version abrégée du texte initial, ce tome reprend presque intégralement l'original hongrois. D'où ses dimensions imposantes qui, ajoutées à la difficulté de trouver des traducteurs compétents, expliquent ce décalage. Les trois auteurs, récemment disparus, comptaient parmi les plus éminents médiévistes hongrois de l'après-guerre. Dépassant leurs divergences idéologiques et méthodologiques, ils ont renouvelé les connaissances sur la Hongrie au Moyen Âge, en prenant appui sur les travaux de la génération précédente (Gyula Szekfű, Homán Bálint), fortement influencés par l'école historique allemande, tout en s'ouvrant aux approches anthropologiques et structuralistes à l'honneur dans d'autres pays.

Il s'agit d'un ouvrage de synthèse, plus exactement d'un manuel (*tankönyv*) mis à la disposition des étudiants en histoire. Didactique, le plan épouse la chronologie des règnes ou des dynasties. Dans la version originale, des chapitres économiques ou sociaux alternaient avec l'exposé détaillé des événements et des institutions politiques. La présentation française a le mérite d'être plus harmonieuse. Parties, sous-parties et chapitres s'équilibrent. Le propos est dense ; il aborde en priorité les faits

politiques – en suivant de près la trame événementielle –, mais présente également les grandes tendances économiques, sociales, culturelles (artistiques et intellectuelles). On regrette la faible place laissée aux questions religieuses et l'indigence des analyses comparatives (avec les royaumes et principautés situés plus à l'ouest, en Europe centrale et dans le monde russo-byzantin).

L'ouvrage s'ouvre par un éclairant avant-propos de Noël-Yves Tonnerre, qui met le doigt sur ce qui fait la singularité de la Hongrie au sein de l'Occident médiéval. La première partie décrit le règne des Angevins, de 1301 (ou 1310, voire 1323 – selon que l'on parle du règne théorique ou effectif du premier représentant de la dynastie, Charles d'Anjou) à 1382. Elle expose en deux chapitres successifs le règne de Charles-Robert (1301-1342) (Charles I^{er} pour les Hongrois) et celui de son fils Louis I^{er} (1342-1382). Le premier s'attacha à restaurer l'autorité royale malmenée par trois décennies d'anarchie et de morcellement régional au profit d'une douzaine d'oligarques se comportant comme des princes autonomes. Il s'appuya sur les institutions existantes (assemblée du royaume et assemblées des comitats, hauts dignitaires de la cour et agents territoriaux, dont les *ispáns* et le voïvode de Transylvanie), tout en les perfectionnant pour laisser au roi l'essentiel du pouvoir. Il mit à profit les découvertes minières dans le Nord du pays (l'actuelle Slovaquie) et en Transylvanie à partir des années 1320 pour réformer la monnaie. Il contribua à resserrer les liens avec la Bohême et la Pologne par le biais d'alliances militaires, économiques et dynastiques, assorties de clauses successorales avantageuses. Fort de ce travail de consolidation, Louis le Grand put pratiquer une politique d'expansion territoriale. Il commença par rétablir la domination hongroise sur la Croatie-Dalmatie, perdue depuis un demi-siècle. Après le meurtre de son cadet André, il tenta, en vain, de faire valoir ses prétentions au trône napolitain. Par sa mère Élisabeth Łokietek, il put prétendre au trône de Pologne à la mort de Casimir le Grand en 1370.

Le siècle des Angevins apparaît comme une ère de prospérité. Épargnée par les grandes famines qui sévissaient plus à l'ouest et relativement peu touchée par la peste noire, la popula-

tion du royaume magyar continuait d'augmenter régulièrement. L'agriculture, pratiquée par des paysans libres, progressait ; l'élevage occupait une part grandissante dans l'économie nationale, donnant naissance à des bourgades vivant du commerce du bétail. Les villes, épiscopales, seigneuriales ou royales, se développèrent parallèlement à l'intensification des échanges commerciaux et à l'installation d'immigrants venus de l'empire germanique.

La seconde partie examine en deux chapitres de volume très inégal les cinq décennies de règne hongrois de Sigismond de Luxembourg (1387-1437) (l'un sur les aspects politiques et diplomatiques, l'autre sur l'évolution sociale). Après un avènement mouvementé faisant suite à son mariage avec la fille aînée de Louis le Grand, Sigismond parvint à se dégager de l'emprise des barons qui tenaient le pays en main depuis la mort du dernier angevin. Il rétablit l'autorité royale dans la continuité de ses prédécesseurs. Conscient du danger que représentait la progression des Ottomans dans les Balkans, il participa à la vaste coalition chrétienne qui les affronta à Nikopol en 1396. La défaite l'incita à améliorer la défense du royaume : il réforma le système de levée des troupes, édifia une ligne de fortifications à la frontière méridionale et maintint le protectorat hongrois sur les principautés balkaniques. Contrairement à une idée reçue, il n'oublia pas son royaume hongrois après avoir été élu roi des Romains puis couronné empereur germanique et, enfin, reconnu roi de Bohême. Il en fit l'un des tout premiers foyers de l'humanisme au nord des Alpes. Minée par des difficultés financières croissantes, la fin du règne vit toutefois se multiplier les signes de tensions sociales. Les nobles, hostiles à la présence d'étrangers à la cour et aux postes clefs (ecclésiastiques ou civils), émirent des prétentions croissantes en échange de leur participation à l'ost. Sigismond soutint contre eux les bourgeois, mais fut bientôt contraint d'hypothéquer certaines villes marchandes, faute de liquidités. Le pays connut sa première grande jacquerie en Transylvanie en 1437.

La troisième partie s'ouvre par l'époque agitée qui suivit le décès de Sigismond de Luxembourg. À la faveur de la crise de succession résultant (une fois de plus) de l'absence

d'héritier mâle, les nobles hongrois purent établir un régime d'ordres qui laissait l'exécutif à la diète. Mais il s'avéra incapable de faire face aux problèmes urgents du pays, notamment au redoublement des agressions ottomanes. C'est dans ce contexte que Jean Hunyadi, dont le père, noble valaque installé en Transylvanie, était déjà au service de Sigismond, parvint à concentrer l'essentiel du pouvoir entre ses mains, en profitant de sa réputation de « pourfendeur de Turcs ».

Sa mort peu après la victoire de Belgrade en 1456 et celle du jeune roi Ladislas V l'année suivante ouvrirent une nouvelle période de guerre civile. Divisés, les nobles finirent par élire le fils cadet de Jean Hunyadi, Mathias (1458-1490), en lui imposant d'étroites limites. Il fallut plus de six ans à celui-ci pour être couronné selon le rituel national. Il procéda à une réorganisation administrative sans précédent. Particulièrement habile, elle satisfaisait dans le principe les revendications des nobles comme des barons, mais laissait en réalité l'initiative et l'application des décisions au souverain seul. Jointes à une fiscalité de plus en plus lourde, ces pratiques suscitèrent une vive opposition qui s'exprima en d'incessants complots ourdis par les prélats et les membres de l'aristocratie (en 1467 et 1471), ainsi que par des révoltes populaires. On reprochait à Mathias Corvin de négliger la défense du pays contre les Turcs pour assouvir ses ambitions expansionnistes à l'Ouest. Après vingt-cinq années de guerre contre La Porte, avec l'appui financier du pape et de Venise, Mathias signa une trêve avec le sultan en 1483. Il put alors se consacrer pleinement à la lutte contre l'empereur Frédéric III de Habsbourg qui entravait ses projets d'élection au trône impérial. En évitant le choc frontal avec le géant ottoman, Mathias ne faisait cependant que prendre acte de la supériorité écrasante de l'adversaire. Grand mécène, il s'employa à faire de la cour de Buda un foyer de la Renaissance humaniste.

Le dernier chapitre de cette partie montre comment l'économie hongroise poursuivit son essor au xv^e siècle. Elle cumulait cependant des points négatifs : dépendance par rapport aux capitaux étrangers (allemands et italiens essentiellement), déséquilibre des échanges commerciaux, insuffisance de l'artisanat. La

société hongroise se trouvait de plus en plus écartelée entre une élite laïque et ecclésiastique menant un train de vie princier et des masses paysannes écrasées d'impôts. Entre les deux, la noblesse, rurale et nombreuse (3 à 5 % de la population totale), subissait de plein fouet la diminution de la rente foncière.

La quatrième partie aborde la période des rois Jagellon (1490-1526), souvent qualifiée de décadente. Peu respectés, Ladislas II puis Louis II s'efforcèrent d'obtenir l'aide de la noblesse dans la lutte contre les Turcs au prix de lourds sacrifices politiques. La dégradation du contexte économique aboutit à la grande guerre paysanne de 1514. Elle fut sévèrement réprimée et fournit l'occasion aux nobles, par la plume du protonotaire István Werbőczy, de renforcer la domination seigneuriale sur les paysans. Mais l'isolement diplomatique de la Hongrie, les difficultés économiques des nobles, la division de la cour entre partisans et adeptes de Luther et l'impopularité du roi affaiblirent les capacités de résistance du pays. Lorsqu'en 1526, le sultan Soliman I^{er} (le « Magnifique ») lança une attaque massive contre la Hongrie, le roi eut beaucoup de mal à réunir des combattants en nombre suffisant. Ils furent écrasés le 29 août à Mohács. La mort du roi marqua la fin de l'unité du royaume magyar.

L'ouvrage comporte en annexe une chronologie détaillée, des cartes, ainsi qu'un glossaire explicitant les principales notions propres à l'histoire hongroise. La version initiale comportait une bibliographie principalement hongroise, tandis que l'éditeur a préféré, pour d'évidentes raisons linguistiques, se contenter d'une courte bibliographie générale limitée aux ouvrages en langues occidentales. Hétérogène, lacunaire et datée, elle révèle l'indigence de la bibliographie française consacrée à la Hongrie médiévale.

On ne tiendra pas rigueur à l'éditeur des coquilles ou erreurs formelles, mais il est dommage que les signes diacritiques hongrois aient été souvent oubliés ou déformés. Autre regret : les toponymes ont été donnés seulement en hongrois, y compris lorsqu'il s'agit de localités portant aujourd'hui un autre nom (slovaque, roumain, serbe, etc.), ce qui rend leur localisation malaisée. Enfin, la qualité de la traduction n'est pas toujours optimale. La restitution en

français des institutions, concepts ou réalités médiévales laisse parfois à désirer. Le parti, discutable, de ne pas traduire les toponymes inclus dans les noms de personne aboutit parfois à des formulations aberrantes : Augustin d'Olomouc (ou Olmütz) est ainsi appelé « Augustin Olmützi » alors qu'il n'est pas hongrois !

Malgré ces imperfections, la publication de ce second tome de *l'Histoire médiévale de la Hongrie* constitue une avancée décisive : elle met enfin à la portée du public français les acquis de l'historiographie magyare sur cette période, sous une forme synthétique et rigoureuse, qui en fait un solide instrument de travail.

MARIE-MADELEINE DE CEVINS

1 - Gyula KRISTÓ, *Histoire de la Hongrie médiévale*, vol. 1, *Le temps des Árpáds*, trad. par C. Philippe, Rennes, PUR, [1998] 2000.

Marie-Madeleine de Cevins (dir.)

L'Europe centrale au seuil de la modernité.

Mutations sociales, religieuses et culturelles :

Autriche, Bohême, Hongrie et Pologne,

fin du XIV^e-milieu du XVI^e siècle

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 232 p.

L'idée qui structure ces actes de colloque est de prendre de front une tendance encore trop fréquente dans l'historiographie occidentale, qui voit les pays de l'Europe centrale doublement marginalisés par les expansions outre-atlantique et russe après 1550, pour n'être plus par la suite que des épigones du reste de l'Europe et du monde. À rebours de cette vision, Marie-Madeleine de Cevins et Olivier Chaline prennent ici pour objet la recherche de « fermentations » locales à la modernité européenne. Pour ce faire, ils avancent trois propositions : réunir deux siècles que la périodisation classique sépare, les xv^e et xvi^e siècles, confronter les évolutions intervenues entre 1400 et 1550 dans les pays tchèques, en Hongrie, en Autriche et en Pologne-Lituanie, et dégager des expériences locales originales, pour documenter comment l'Europe centrale a participé à « la genèse culturelle du monde 'moderne' »

(p. 14). Les éditeurs ne déconstruisent pas mais, au contraire, conservent les catégories de « première modernité », de « mutations de la Renaissance » et de « modèle occidental », qu'ils transfèrent en Europe centrale. Cependant, le résultat de leurs efforts est là et plusieurs des communications constituent des apports notables à la réflexion sur une histoire intégrée de l'Europe.

Trois angles d'examen ordonnent les contributions. Le premier analyse les perceptions internes ou externes des notions de « croisade », de « boulevard (ou rempart) de la Chrétienté » et de « cœur de l'Europe », en situant à chaque fois le lecteur dans des configurations spécifiques. Dariusz Kołodziejczyk montre comment les rois de Pologne surent instrumentaliser les projets de croisades anti-ottomanes de la papauté pour promouvoir une image de leur royaume comme *antemurale Christianitatis*, sans s'y engager concrètement, bien au contraire. Ladislas Jagellon (Jagiello), traité lui-même de crypto-païen au concile de Constance par les Chevaliers teutoniques qu'il venait de défaire à Tannenberg (Grunwald) avec ses coalisés tatars et lituaniens, et soucieux de faire reconnaître ses droits sur la Samogitie et la Prusse baltique encore païennes, avait des raisons concrètes et très conjoncturelles d'y faire prôner par son ambassadeur la tolérance envers les infidèles et les droits naturels des non-chrétiens. Lui-même et ses successeurs, plutôt que d'envoyer argent et troupes contre les Ottomans, préféreraient s'instituer en médiateurs auprès du sultan. L'auteur invite de la sorte à relativiser le rôle des humanistes italiens dans la genèse de la diplomatie transnationale, qu'il revisite en convoquant les notions d'interculturalité et de transferts croisés.

Petr Hlaváček retrace les stratégies militaires et diplomatiques mises en œuvre par les rois de Bohême des XIII^e et XIV^e siècles pour diffuser l'image de leur pays comme le cœur de l'Europe, et les usages qu'ils firent de titres tels ceux de *princeps christianissimus* et d'*athleta Christi*, s'auto-décernant au besoin ceux de nouvel Alexandre ou nouveau Salomon, pour se situer au centre de la chrétienté. Il rappelle aussi comment fut élaborée, dès la fin du XIII^e siècle, une théorie de la *translatio Imperii* vers la Bohême. Pour lui, l'idée messianique

de la *sancrosancta natio bohémica* de Jérôme de Prague et des hussites avait déjà été préparée, dans un contexte différent, sous l'empereur Charles IV.

Sándor Csernus reprend l'histoire des croisades et des projets de croisades en les situant en Hongrie, où elles furent de grandes occasions de contacts entre les croisés et les habitants de ce royaume récemment christianisé. Les premières donnèrent lieu aux plus anciennes descriptions occidentales du royaume ; pendant les suivantes, les rois de Hongrie, soucieux de leurs bonnes relations avec Byzance, limitèrent le passage des croisés ou même, comme Béla IV, finirent par interdire aux habitants du pays de s'y joindre. Pourtant, à partir de la fin du XIV^e siècle, les rois de Hongrie, dont les terres confinent avec l'avancée ottomane, prennent la tête d'expéditions qui sont autant de « croisades tardives » contre les Turcs et contre les hérétiques patarins et hussites. Celles-ci imposent leur représentation, avant le désastre de Mohács en 1526, comme champions de la chrétienté.

Gerhard Jaritz s'appuie sur les règlements municipaux de deux villes de Basse-Autriche, Krems et Vienne, aux XV^e et XVI^e siècles, pour reconstruire les perceptions négatives diffusées par leurs autorités au sujet d'étrangers facilement assimilés à des vagabonds et des errants suspects car incapables de s'exprimer dans aucune langue et à des concurrents économiques privilégiés au détriment des cités, même dans le cas très ambivalent des marchands d'« articles de Venise » ou de vins méridionaux importés.

À la recherche de dynamiques sociales repérables dans cette Europe centrale composite, le second axe du volume commence par exposer la situation des noblesses et la consolidation des diètes et des ordres en Pologne (Jarosław Dumanowski), dans les pays de la couronne de Bohême (O. Chaline) et en Basse-Autriche (Jean Bérenger) aux XV^e et au XVI^e siècle.

La dernière et troisième approche traite du renouveau spirituel dans le hussitisme et de sa postérité en Bohême dans la théologie sociale de l'Unité des Frères, mais aussi des méthodes de gestion économique des biens des ordres religieux en Hongrie et de l'organisation de

l'Église catholique en Pologne. Olivier Marin dresse un utile bilan des lacunes et des acquis de l'historiographie sur l'Église utraquiste et sur l'utraquisme en Bohême qui, malgré les travaux éclairants de František Šmahel et d'historiens de l'art comme Milena Bartlová ou Kateřina Horníčková, ou de la tentative de Zdeněk David pour écrire une histoire du consistoire utraquiste et de sa doctrine¹, reste en grande partie une lacune. Sur la base des relations des dirigeants provinciaux franciscains en Hongrie, M.-M. de Cevins identifie une crise sérieuse des ordres mendiants hongrois dans ce pays au début du XVI^e siècle. Dans les nombreuses défections de jeunes profès entre 1510 et 1530, elle voit autant de cas d'apostasie dont l'interprétation reste toutefois incertaine, à l'aube de la réforme luthérienne et au moment de la grande jacquerie des paysans hongrois de 1514. Apportant à la fois des bilans historiographiques et défrichant des pistes, ce livre ouvre sur autant de possibilités de repenser ensemble des histoires trop souvent séparées.

MARIE-ÉLIZABETH DUCREUX

1 - Zdeněk V. DAVID, *Finding the Middle Way: The Utraquist's Liberal Challenge to Rome and Luther*, Washington/Baltimore, Woodrow Wilson Center Press/The Johns Hopkins University Press, 2003.

Eva Menk-Bertrand

L'image de Vienne et de Prague à l'époque baroque (1650-1740). Essai d'histoire des représentations

Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008, 463 p.

À la suite de la déféstation de Prague (23 mai 1618) et de la bataille de la Montagne blanche (8 novembre 1620), les Habsbourg se détournent de Prague, et Vienne devient résidence et ville principale de l'empereur. Pourtant, si la chancellerie de Bohême est déplacée à Vienne à partir de 1624, Prague demeure *Caput Regni* des pays de la couronne de Bohême. Il fallait donc « oser une étude conjointe de Vienne et de Prague » (p. 12), villes principales et de résidence avec et sans résident. Suivant la démarche initiée par Gérard Labrot pour Rome, Eva Menk-Bertrand explore les dis-

cours sur la ville et veut démontrer que son image pensée, imaginée ou rêvée « correspond à un besoin réel de groupes humains bien définis, et relève par conséquent d'une fabrication tout à fait consciente » (p. 15). Ce calcul permet aussi de revenir aux sources communes de représentations ultérieurement masquées par d'autres images, telles la Vienne pateline (Altwien) et mortifère ou la *Praga magica*. L'auteur fonde son étude sur un corpus imprimé, en latin et en allemand, de textes sur les deux villes ou « dont le contenu s'avère éloquent » (p. 21), articulant lecture « interne » ou discours local sur la ville et lecture « externe » ou littérature de voyage. Cependant, ce livre ne se veut ni une synthèse descriptive sur les « images » des deux villes, ni l'illustration d'une histoire de la croissance urbaine, mais l'analyse de la concurrence de et par l'image que se livrent deux résidences impériales quand les armes se sont tues.

Pour capter les discours du temps, l'ouvrage s'organise en trois moments d'inégale importance. Le premier et le plus remarquable s'attache à analyser les discours produits par les villes elles-mêmes et se fonde sur un important corpus de textes produits essentiellement dans les années 1680 et 1720. L'auteur donne une fine analyse du répertoire commun aux deux villes (*Vienne gloriosa*, *Gloria pragensis*) et consacre de belles pages à la gloire intrinsèque et extrinsèque des deux cités, qui s'enracine dans une vision théologique de la gloire divine. Le sang des saints et des martyrs ne cesse de tisser un lien entre la sphère céleste et l'ici-bas saturé de reliques et de décors mémoriels auxquels les discours donnent ombre et lumière. E. Menk-Bertrand enrichit notre connaissance de la *pietas austriaca*, autant produite par les pratiques et discours urbains que par les cérémonies impériales. Les deux villes peuvent aussi apparaître comme des porte-étendards de la gloire habsbourgeoise qui permettent au souverain de manifester sa vertu. Elles constituent enfin deux espaces utopiques dont les destins finissent par se distinguer : la *Vienna gloriosa*, très politique, s'identifie toujours davantage à son souverain, tandis que la *Praga Sancta*, martyrisée, s'en détourne. Dans un deuxième temps, l'auteur opère un glissement vers l'espace mondain et

propose une intéressante réflexion sur l'articulation entre l'image produite et le regard extérieur porté sur la ville, entre discours normatif et tissu urbain réel, même si l'information est plus convenue – l'analyse se fonde essentiellement sur les récits de voyage à la fois limités en nombre et bien connus. L'ouvrage comporte cependant de belles pages sur les pratiques sociables de l'*auctoritas*, notamment autour de la visite de la Bibliothèque impériale. Un dernier volet est consacré aux fonctions de l'image et aux jeux d'espace. Mais passer en quelques pages des exercices spirituels aux fêtes impériales en incluant les « espace utopiques » des églises et le « désir d'empereur » ne peut complètement satisfaire la curiosité du lecteur. De cet échange entre l'intérieur et l'extérieur, l'auteur conclut à la « monarquisation » et à la « confessionnalisation » des deux villes en dépit de programmes différents (p. 420).

E. Menk-Bertrand travaille sur des catégories de pensée et des figures de style. Ses analyses puisent leurs références dans la théologie, la philosophie, la critique littéraire, mais aussi dans l'optique ou la métaphysique. La mise en perspective des descriptions urbaines depuis l'Antiquité est l'un des apports les plus pertinents de cet ouvrage, même si l'auteur aurait pu approfondir ses analyses du fonds commun en recourant aux études consacrées à la pédagogie et à la rhétorique, ou encore à l'historiographie des Habsbourg. Le thème de la gloire ici-bas des deux villes est également finement articulé à un idéal céleste de la gloire produisant des effets de miroir entre drame chrétien à Prague et comédie burlesque à Vienne. La contextualisation aurait pu cependant être précisée. Fascinée par les discours produits par la ville, E. Menk-Bertrand gomme les conflits internes et n'aborde que furtivement la question des stratégies extérieures quant à la réaffirmation du pouvoir impérial. Si « les auteurs appartiennent à des milieux proches de la cour et aux ordres ecclésiastiques » (p. 420), on aurait souhaité aller au-delà d'une présentation du cercle érudit rassemblé autour du jésuite Bohuslav Balbín, si important soit-il. La dualité des deux villes ou de leurs discours est insuffisamment replacée dans le système des pouvoirs de la monarchie des Habsbourg. Affiner la question de l'*auctoritas* aurait permis

de développer la réflexion sur les systèmes de représentation proches ou supposés identiques des deux capitales et sur la répétition des *topoi*. Une vision en termes d'acteur aurait également permis d'approfondir le thème de la « cléricisation » des discours, sinon de l'espace, et de prendre une distance bienvenue avec une historiographie focalisée sur le couple formé par l'empereur et l'aristocratie ou sur l'opposition entre ombre (*temno*) et lumières. Les clercs, et plus particulièrement les jésuites, ont-ils vraiment le monopole de la production de l'image ? Finalement, cette surreprésentation ecclésiastique aurait pu être questionnée au regard de l'organisation des savoirs à Vienne et à Prague et de la compétition des ordres ecclésiastiques pour leur contrôle, ainsi que de celui de l'intégration des Pays héréditaires (*Gesamtösterreich*). En même temps, le corpus construit l'image, alors que la chronologie indiquait une tension entre les discours et l'espace matériel qui se métamorphose entre 1680 et 1720 à l'initiative de l'aristocratie, comme si la gloire de papier reléguait dans l'ombre la gloire de pierre. S'il s'agissait de construire un corpus exhaustif, la tâche était complexe et considérable et on peut regretter que les manuscrits, et donc *de facto* les collections et les décors aristocratiques, soient exclus de l'étude ou que les images matérielles, dont quelques-unes sont données en annexe, n'aient dans l'ouvrage qu'une vocation illustrative ou renforçatrice, sans que leur statut ne soit vraiment pris en compte.

Mais il faut aussi souligner l'élégance du propos, même si le trait est parfois inutilement contourné. Les suggestions sont souvent brillantes (par exemple, le pli leibnizien et le panorama urbain ou l'exercice spirituel ignacien et l'histoire sainte de la ville) et suscitent la bienveillance du lecteur. L'ouvrage procède souvent par association mais parvient à donner un éclairage à la fois nouveau et stimulant sur le système des résidences habsbourgeoises et à redonner vie à une littérature pétrie de théologie et d'humanisme en plein XVIII^e siècle, bien éloignée des discours sur le luxe et la sociabilité.

Larry Wolff

The Idea of Galicia: History and Fantasy in Habsburg Political Culture
Stanford, Stanford University Press, 2010,
XI-486 p.

Larry Wolff, dans *Inventing Eastern Europe* (1994), montrait que l'Europe orientale, « un artefact intellectuel du XVIII^e siècle », fut « le terrain d'un imaginaire particulièrement fertile en nouveaux scénarios géopolitiques » (p. 7). Dans ce nouvel ouvrage, il se concentre sur la province de Galicie, « inventée » par la politique impériale habsbourgeoise : l'histoire de ce territoire appelé « royaume de Galicie et de Lodométrie » commence au moment du premier partage de la Pologne en 1772 et s'achève en 1918. Cette perspective n'insiste pas sur le fait que cette « invention » fut la réinvention d'une tradition ancienne : Pierre Gonneau avait ainsi appelé que Galič (Halycz) est mentionnée pour la première fois dans les chroniques en 1140 et que le royaume de Galicie connut son apogée et son déclin entre 1211 et 1340¹. Dans le cas de la Galicie habsbourgeoise, l'« invention de la tradition » ne fut étayée par aucun grand récit identitaire ethno-national : l'identité régionale galicienne devait au contraire servir l'idéologie impériale d'une citoyenneté supranationale correspondant au caractère polyethnique et multiculturel de la société galicienne.

L'étude de L. Wolff relève de l'histoire des représentations, des cartes mentales et des lieux de mémoire construits dans les récits de voyage, les enquêtes et reportages, les textes littéraires, les discours politiques, pour retracer « comment une entité imaginée ou inventée [...] est devenue une réalité géopolitique significative et historique au XIX^e siècle – avant de retomber dans le domaine de l'imaginaire au XX^e siècle » (p. 7).

La mise en perspective des documents les plus connus et constamment cités, les *Briefe über den itzigen Zustand von Galizien* de Franz Kratter (1786), les *Dreissig Briefe über Galizien* d'Alphons Heinrich Traunpaur (1787) et les *Neueste physikalisch-politische Reisen* de Balthasar Hacquet (1790-1791), dans un contexte élargi de publications de la même période, permet à

L. Wolff de dégager les deux thèmes principaux de la discussion des contemporains sur la Galicie : la « misère galicienne » et les voies à suivre pour la modernisation de cette province, d'une part, le bien-fondé de la politique mise en œuvre par Joseph II, jugée par certains trop radicale et autoritaire, d'autre part.

Retraçant l'évolution de l'écrivain polonais Aleksander Fredro (1793-1876), célèbre pour ses comédies populaires, L. Wolff montre comment cet ancien partisan de Napoléon, engagé dans la Grande Armée, militant de l'unité nationale polonaise, ennemi de l'Autriche, finit, dans ses comédies des années 1830, par considérer d'un œil plutôt favorable la politique habsbourgeoise consistant à encourager la formation d'une identité régionale galicienne « polonisée », culturelle et non nationale, faisant allégeance au pouvoir central viennois.

Dans le chapitre qu'il consacre à Leopold Sacher-Masoch (1836-1895), L. Wolff réduit l'auteur de *Vénus en fourrure* (1870) au thème du masochisme (terme forgé par le psychiatre Richard von Krafft-Ebing en 1890), tout en s'efforçant de le relier au contexte galicien : « La fascination pour l'esclavage – sa violence, ses contraintes, ses humiliations – était parfaitement en accord avec le contexte de l'époque en Galicie de l'enfance de Sacher-Masoch dans les années 1840 » (p. 112). C'est de la nationalité ruthène que Sacher-Masoch se sentait le plus proche. Sa vision des Polonais et des juifs hassidiques de Galicie aurait été marquée, estime L. Wolff, par les conceptions de son père, directeur de la police de Lemberg (Lvov) de 1832 à 1848, qui considérait les uns comme des éléments potentiellement subversifs et les autres comme prisonniers de la superstition et rebelles à la modernisation promue par l'administration autrichienne. Le parallèle entre la politique coloniale de l'Autriche à l'époque de Metternich dans sa province orientale et les fantasmes masochistes d'esclavage dans *Vénus en fourrure* paraît un peu forcé. Il convient cependant de rendre justice au traitement de l'histoire des littératures allemande, polonaise et ukrainienne sous la plume de L. Wolff : dans la suite du livre, les évocations de Karl Franzos, de *Noces* de Stanisław Wyspiański, d'Ivan Franko, de

Stanisław Przybyszewski, entre autres, donnent à l'évocation du paysage littéraire interculturel de Galicie toute l'importance qui lui revient. C'est bien sûr ce que Witold Gombrowicz appelait avec horreur « le petit contexte » (national et régional) qui est pris en compte ici.

Les chapitres consacrés à l'évolution du journal conservateur *Czas*, des lendemains de 1848 aux années 1860, montre comment une partie des élites polonaises de Galicie, hostiles aux idées révolutionnaires et inquiètes des risques de déstabilisation pouvant résulter du mouvement national polonais, s'accommode de la politique habsbourgeoise de promotion de l'identité régionale de la province. Analysant l'ouvrage d'Hipolit Stupnicki, *Das Königreich Galizien* (1853), salué dans *Czas* comme une contribution au renforcement du « patriotisme régional » galicien, L. Wolff souligne que le livre présente la pluralité ethnique, culturelle et linguistique de la Galicie (il mentionne les Polonais, les Ruthènes, les Allemands, les Arméniens, les juifs, les Moldaves, les Hongrois, les Tziganes, mais aussi les Houtsouls et les karaïtes) comme une richesse de cette province. L'*Encyclopédie galicienne* en langue polonaise publiée par Antoni Schneider à partir de 1868 ajoute à ce catalogue les Sicules et les Lipovènes. En 1884, ces tableaux de la Galicie trouvent leur équivalent en langue allemande : le volume consacré à la Galicie du *Konprinzenwerk*, publié sous le patronage du prince héritier Rodolphe. L'exposition régionale générale (*Allgemeine Landesausstellung*) de Lemberg, en 1894, comporte un pavillon ethnographique et l'auteur du catalogue, Włodzimierz Szuchiewicz, ajoute encore quelques nouvelles rubriques au catalogue des groupes ethniques de la Galicie, soulignant à son tour cette richesse, comme pour corriger la forte impression produite en 1888 par l'essai de Stanisław Szczepanowski, *Misère de la Galicie en chiffres*.

Cette forme de patriotisme régional correspond bien à la nouvelle version du « mythe habsbourgeois » promue en Cisleithanie : l'empire libéral se veut un rempart contre les nationalismes et affirme sa vocation à harmoniser, grâce à des compromis « supranationaux » entre les nationalités, une diversité qui, sans lui, se révélerait conflictuelle. Mais en Galicie,

le compromis est bancal, puisque le pouvoir habsbourgeois mise sur la nationalité polonaise, sans parvenir à mettre les Ruthènes sur un pied d'égalité avec les Polonais, tandis que les juifs ne sont reconnus que très tardivement comme une quasi-nationalité (un club juif est formé en 1907 au *Landtag* de Lemberg, mais le nouveau « compromis galicien », ou réforme électorale, reconnaissant une nationalité juive, adopté en février 1914, n'entrera jamais en application). L. Wolff rappelle cependant que François-Joseph I^{er} était l'objet d'une véritable vénération parmi les juifs de Galicie qui le percevaient comme leur suprême protecteur.

Le chapitre sur la disparition de la Galicie est encadré par l'analyse de deux témoignages poignants : celui de l'écrivain russe et yiddish Šlomo Ansky, célèbre pour la pièce *Le Dibbouk* (créée à Vilnius en 1917), qui parcourut la Galicie au début de la Première Guerre mondiale et publia ses impressions sous le titre *Destruction de la Galicie* (publication posthume en 1920), et celui d'Isaac Babel, qui accompagna comme journaliste la cavalerie soviétique pendant la guerre polono-soviétique, sur le champ de bataille galicien, et qui écrit dans son journal le 26 août 1920 : « Pauvre Galicie, pauvres juifs » (p. 382).

Enfin le dixième et dernier chapitre présente « la Galicie après la Galicie », dans les représentations d'Alfred Döblin et de Joseph Roth, qui tous les deux visitent la Galicie en 1924 (J. Roth fera son dernier voyage à Lemberg en 1936/1937), de Bruno Schulz, de Samuel Agnon. À la fin, l'évocation de la Shoah et de la Seconde Guerre mondiale et l'effacement de la Galicie dans la mémoire collective, puis la redécouverte de l'histoire sociale et culturelle de ce territoire à partir des années 1980, sont exposées dans un *travelling* trop rapide pour satisfaire le lecteur habitué à plus de précision dans les chapitres précédents.

JACQUES LE RIDER

1 - Pierre GONNEAU, « La Galicie avant les Habsbourg », in J. LE RIDER et H. RASCHEL (dir.), *La Galicie au temps des Habsbourg, 1772-1918. Histoire, société, cultures en contact*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2010, p. 31-57.

Andre Wakefield

The Disordered Police State: German Cameralism as Science and Practice
Chicago, The University of Chicago Press, 2009, 226 p.

Loin de la traditionnelle énumération d'idées et de penseurs, Andre Wakefield propose de dépoussiérer l'histoire systématique et convenue du caméralisme allemand. L'affaire de la pendaison, le 4 février 1738, de Joseph Süß Oppenheimer, l'odieux exacteur du peuple, est ainsi placée en miroir de la mort en prison de Johann Heinrich Gottlob von Justi, le bon caméraliste. En question, la relation entretenue par la science camérale avec la pratique administrative et la distinction entre caméralistes savants et caméralistes des bureaux (Kurt Zielenzieger). Finalement, le caméralisme ne serait ni une pensée économique (Wilhelm Roscher), ni une technologie administrative (Albion Small¹) ni même une pédagogie (Keith Tribe²), mais une stratégie, voire une manière de marketing, que les historiens auraient pris pour argent comptant. À partir d'un corpus relativement restreint mais habilement choisi de textes, d'images et de documents extraits des archives des universités et des administrations locales sur les lieux du crime, A. Wakefield met en scène des caméralistes de chair et de sang, leurs réussites et leurs échecs de Gotha à Freiberg, de Göttingen à Lautern. Le parcours de Justi, l'icône des caméralistes transformée en faiseur de projet habile à séduire les princes, lui sert de fil rouge à travers quatre mises en situation.

Dans un premier développement, A. Wakefield s'attache à démontrer la distance qui existe entre la « mine de papier », les traités de science des mines, et la gestion pratique des mines. À partir de l'exemple saxon, il décrit ainsi l'anatomie d'une administration affaiblie par le désordre et la corruption bien éloignée de l'ordre administratif légal (Marc Raeff). Les caméralistes, en tant que professionnels, doivent s'adapter à un univers de négligences, de fraudes, à une humanité foncièrement malhonnête et récalcitrante, dont ils font aussi occasionnellement partie. Nonobstant cet échec, les caméralistes, à l'exemple de Justi, ont d'autres cordes à leur arc. Ainsi

apprennent-ils à « transformer le savoir académique en espèces sonnantes et trébuchantes » (p. 48). Le deuxième épisode relate comment, à la faveur de l'échec des projets manufacturiers et commerciaux encouragés par Gerlach von Münchhausen, curateur de l'université de Göttingen, Justi est appelé à Göttingen non pas seulement pour y développer ses projets, mais surtout pour mettre sa célébrité au service de l'institution. Justi comme son successeur Johann Beckmann, auteur de l'*Introduction à la technologie* (1777), se heurtent cependant à l'opposition de l'Académie des sciences de Göttingen qui maintient son monopole sur les sciences naturelles. Criblé de dettes, il préfère offrir ses services au roi de Prusse qui lui demande de superviser l'installation d'un haut-fourneau. Cette fois, c'est l'administration des forêts qui l'empêche de s'approvisionner en bois. Après l'expertise de son entreprise qui conclut à la faible qualité de sa production, Justi perd la faveur du roi et est finalement emprisonné en février 1768. Finalement, fallait-il blanchir un Justi vieilli, aveugle, dépassé par les circonstances et surtout en butte à une administration aussi jalouse qu'inefficace ? À distance de la construction administrative borussienne ou nationale prussienne, A. Wakefield exhume des archives locales un rapport de 1800 qui suspecte l'existence dans la Marche, quelque trente ans plus tôt, d'un colportage de quincaillerie au profit exclusif de Justi. Le bon caméraliste a-t-il définitivement cédé la place au mauvais ? Le dernier volet de l'enquête est consacré à un « État caméraliste en miniature », la Haute École camérale de Lautern et son complexe économique géré comme une manufacture et composé d'une société patriotique, d'une ferme modèle et d'une manufacture de toiles et de calicots, tardive mise en œuvre du modèle de Göttingen (Justi, Beckmann) et de Freiberg (Anton Friedrich von Heynitz). Pour A. Wakefield, la réussite commerciale de ces entreprises ne doit guère aux sciences camérales enseignées à la Haute École. Plus qu'un bilan économique, l'auteur propose une analyse des compétitions d'influences, où la promesse de former de bons administrateurs devient une source de revenus pour le prince. Un parcours éducatif à la mode

qui s'affranchit de l'université parviendrait ainsi à imposer ses codes, sinon ses procédures.

A. Wakefield constitue donc un dossier de police qui suit la trace du malfaiteur et produit la légende noire du caméralisme comme représentation publique d'affaires secrètes. Ce caméralisme en contexte présente assurément un visage de Janus. D'un côté, sous couvert de travailler pour le bien commun, il s'agit d'abord de faire la fortune du prince. De l'autre, un programme savant fonde la pratique administrative dans la maîtrise des sciences naturelles. Le dossier est à charge, mais la dénonciation a parfois plus à voir avec l'étonnement du Huron. Comme le rappelle l'auteur dans l'introduction, le caméralisme est bien une forme de mercantilisme enseigné et pratiqué dans les territoires allemands dont l'objectif premier est de remplir les caisses du prince. De fait, A. Wakefield se bat autant contre les caméralistes que contre l'usage extensif du caméralisme comme bon gouvernement, comme horizon d'attente à la fois des gouvernants et des gouvernés. À la lumière de sources inédites, il réussit incontestablement à resituer le caméralisme dans la pratique administrative. La diversité des situations et des actions, même esquissées, doit être aussi comprise comme un encouragement à développer ce champ. Dans le même temps, il insiste avec raison sur le caractère pluriel des sciences camérales qu'on ne saurait réduire à l'économie et à la politique, en ce sens, « sciences ressource » (Friedrich Casimir Medicus). L'auteur montre comment une profession s'appuie sur la maîtrise appliquée de savoirs tels que l'agronomie, la chimie, la botanique, la médecine, et dessine le champ complexe des savoirs d'État. L'efficacité des sciences camérales, relocalisées comme savoirs des territoires allemands, ne doit donc pas seulement être mesurée à l'aune de l'État fiscal et réduite à la pédagogie de l'État fisco-policié.

Au prix de quelques outrances et raccourcis, sur la base d'une documentation parfois paradoxale, A. Wakefield réussit pourtant son pari. Dévoiler la « stratégie » des caméralistes lui permet de proposer une analyse à rebours des grands récits de la modernisation, du progrès, de la disciplinarisation et de la

bureaucratisation, et de livrer une réflexion « sceptique » pour le plus grand bénéfice du lecteur.

CHRISTINE LEBEAU

1 - Albion W. SMALL, *The Cameralists: The Pioneers of German Social Polity*, Chicago, The University of Chicago Press, 1909.

2 - Keith TRIBE, *Governing Economy: The Reformation of German Economic Discourse, 1750-1840*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Marco Natalizi

La rivolta degli orfani. La vicenda del ribelle Pugáčëv

Rome, Donzelli Editore, 2011, 248 p.

Ce livre que Marco Natalizi a écrit en s'appuyant sur les sources d'archives est une contribution stimulante à l'histoire de la *pugačëvščina* (1773-1775). Il s'agit notamment de la révolte nommée d'après Emelian Pougatchëv (vers 1742-1775), Cosaque du Don qui se fit passer pour le défunt Pierre III et qui mena, à ce titre, une des révoltes les plus importantes dans la Russie d'Ancien Régime. La guerre concerna de vastes territoires allant de la basse et de la moyenne Volga jusqu'à l'Oural et des groupes ethniques et sociaux différents.

Dans un bref aperçu historiographique présenté en introduction, l'auteur montre que l'historiographie soviétique a interprété la révolte dans l'optique « de la lutte de classe » (« une guerre paysanne », p. 8) et que l'historiographie occidentale de ces dernières décennies a caractérisé la révolte surtout en termes particularistes/ethniques – comme la résistance des ethnies et communautés des périphéries d'un empire à la centralisation – et religieux. De son côté, M. Natalizi se propose de « réévaluer » et de mettre en lumière le contenu « politique » de la révolte de Pougatchëv. À cette fin, il s'intéresse aux représentations que les participants de la révolte avaient de leur place dans l'architecture de l'État russe et de leur rôle dans la formation de la « vision à la base de la *pugačëvščina* » (p. 4).

Le fait de se sentir « orphelins » d'un État qui laissait ses sujets à la merci d'une adminis-

tration abusive et corrompue et de la noblesse qui s'enrichissait au détriment des populations locales a contribué à réunir des groupes ethniques et sociaux aux intérêts distincts sous les drapeaux de l'*amperator* (« empereur ») Pierre III. L'« âge d'or » pour les révoltés était celui du règne de Pierre le Grand qui représentait pour eux un souverain au service de tous les corps sociaux, du « bien commun », tandis que ses successeurs avaient, d'après eux, privilégié les intérêts de la noblesse aux dépens des autres groupes sociaux. Cependant, selon M. Natalizi, l'imposture ne se présentait pas comme une tentative d'un retour en arrière : ce n'était « ni répétition ni calque », elle « annonçait un nouveau royaume » (p. 14).

Dans le premier chapitre du livre, l'auteur se penche sur le parcours de l'imposteur avant la *pugačëvščina* et narre le début de la révolte. La relecture des fausses dépositions de Pougatchëv est proposée dans une tentative d'« atteindre les obscurs 'contenus' de la culture populaire commune des paysans et des populations semi-nomades de ces terres [les territoires concernés par la révolte] », dont l'imposteur était porteur malgré lui (p. 24). Le sol fécond de l'imaginaire populaire avec ses peurs et ses espoirs aurait rendu possible le soutien des masses populaires à la révolte. Elle était donc le résultat de croisement entre le destin d'un homme poursuivi et « sans issue » (p. 35) et les aspirations plus ou moins utopistes de la population, rendues plus aiguës par les dynamiques socio-économiques dans la vaste région concernée.

Le noyau de la révolte fut constitué par les Cosaques du Iaïk dont le niveau de mécontentement dû aux politiques de centralisation était élevé et qui s'étaient déjà insurgés l'année précédant la *pugačëvščina* (1772). Au début de la révolte, Pougatchëv comptait s'appuyer uniquement sur la horde du Iaïk et ne pensait aucunement à une alliance avec les paysans (ce qui est évident dans son manifeste du 17 septembre 1773). Les premiers mouvements des révoltés relevaient des nécessités pratiques (entre autres, d'avoir des armes) plutôt que d'une idéologie. Le fait qu'après la prise de Tatiščevo (27 septembre 1773), les révoltés se soient tournés vers Orenburg reflétait à nouveau les priorités cosaques dans cette

première phase. D'après l'auteur, la capitale du gouvernement portant le même nom était le but final de la période initiale de la révolte. Toutefois, tandis que les origines de cette dernière étaient liées à l'insurrection cosaque, la « clé de voûte » de la révolte fut le soulèvement des paysans des gouvernements d'Orenbourg et de Kazan.

Dans le deuxième chapitre du livre, l'auteur expose l'ensemble des facteurs qui ont rendu la situation « explosive ». Il s'agit, notamment, de la croissance du poids de l'imposition, de l'« avancée » des propriétaires nobles soutenue par l'administration ainsi que par les modalités de l'évangélisation des ethnies non russes. Ces facteurs marquèrent les décennies précédant la révolte et laissèrent leur empreinte sur la perception de l'État par ses sujets.

Ce n'était pas l'omniprésence et l'efficacité d'un « État » centralisant et tyrannique qui provoquèrent le mécontentement des populations : c'était, au contraire, le sentiment d'abandon qui se développa chez les sujets de l'empire suite à l'action (ou plutôt à son inaction face aux abus) de l'administration locale. Celle-ci, d'après M. Natalizi, constituait « un système informel alternatif et presque entièrement soustrait au contrôle de l'État » (p. 67). Les administrateurs mélangeaient les reliques féodales avec les pratiques administratives modernes et soutenaient les prétentions de la noblesse qui nuisaient aux intérêts des paysans.

Le troisième chapitre portant le titre du livre est central dans l'économie de l'ouvrage. D'après l'auteur, le déroulement de la révolte comportant un siège (Orenbourg, à partir d'octobre 1773) et une guerre de position transforma l'entreprise en une expérience d'« ingénierie sociale » (p. 97). Une « vision » des rebelles émergea du dialogue entre les cultures et les revendications politiques et sociales distinctes, ce qui fit de la révolte une création collective. On ne peut donc pas tout attribuer, en ce qui concerne le déroulement de la guerre, au leadership cosaque et au rôle des Baškirs.

Le centre insurrectionnel s'établit à Berda, devenue l'« embryon d'un nouvel État » bâti dans le but d'assurer le « bien commun » (p. 103). Cette idée, renvoyant au règne de

Pierre le Grand, permit de réunir des groupes ethniques et sociaux différents. La création du Collège de guerre, de la « cour », aussi bien que la publication des *oukazy* reproduisant la tradition de l'empire (sa version mise en place par les rebelles) renforçèrent le mythe de l'*amperator* au service du « bien commun ». Une force militaire fut aussi créée, une sorte de milice qui s'alimentait des recrues paysannes. Ainsi, étant donnée la référence au cadre de l'empire et au caractère exemplaire (imaginé) du règne de Pierre I^{er}, l'insistance de M. Natalizi sur l'« invention » d'un État ne semble pas suffisamment fondée.

Le concept utilisé plusieurs fois par l'auteur de « 'vision' des rebelles » (« 'vision' à la base de la révolte », p. 4 et 97 *sq.*) paraît quelque peu problématique. On pourrait peut-être parler d'un fonds commun d'idées où les acteurs de la révolte puisaient les éléments qui leur convenaient. Il était composé des représentations et des références historiques indispensables pour légitimer l'imposture et des promesses répondant aux revendications des populations. Certes, le sentiment d'abandon de la part de l'État, les revendications socio-économiques autant que le mythe de Pierre III renvoyant à Pierre I^{er} constituaient le socle commun de ce fonds. Cependant, la révolte véhiculait un message de libération qui pouvait être adapté aux exigences concrètes (revendications ethniques, religieuses, etc.). De plus, les modalités mêmes de la diffusion de la révolte, où les rumeurs et le bouche à oreille jouaient un rôle important, ne pouvaient pas ne pas apporter des modifications. Ceci dit, le concept de « vision » doit être précisé : est-ce la même « vision » qu'avait Pougatchëv et ses proches, celle qu'ils véhiculaient, celle que les populations recevaient (y compris par d'autres voies) et celle qu'elles transmettaient à leur tour ? La chronologie même de la révolte ne permet pas de parler d'une « vision » commune et consolidée, allant au-delà de quelques messages de base.

À la lumière de ces observations, on peut également se demander si la référence à Pierre le Grand avait, auprès des révoltés, une force attractive que M. Natalizi semble lui attribuer. La mention du premier empereur russe dans les *oukazy* ne permet pas d'affirmer que les

rebelles – en dehors des dirigeants dont dépendait la rédaction de ces derniers – avaient un avis favorable sur les politiques qu'il menait. En même temps, l'auteur ne fournit pas de témoignages sur la perception de Pierre I^{er} ni de Pierre III comme souverains au service du « bien commun » à proprement parler. Ceci dit, l'idée de la construction de l'État dans le but d'assurer le « bien commun » paraît une abstraction qui ne tient pas compte des intérêts et des motivations particuliers (particularismes très nets dès que les rebelles commencèrent leur « fuite »).

C'est lors du siège d'Ufa, à partir de novembre 1773, que les deux « forces motrices » de la révolte, les Cosaques du Iaïk et les populations opprimées des ethnies non russes, fusionnèrent davantage. Selon M. Natalizi, le déroulement de la révolte et la « vision » des rebelles ne peuvent pas être compris sans tenir compte des revendications de la plupart des révoltés relevant de leur appartenance au « monde de la campagne » et non seulement à une ethnie ou une religion.

Dans les quatrième et cinquième chapitres, l'auteur montre comment, avec l'arrivée d'Alexandre Bibikov à Kazan (26 décembre 1773), la situation commença à se renverser. Déjà à partir des défaites de Tatiščevo (22 mars 1774) et Ufa (24 mars 1774) – et non seulement dès la défaite suivante de Kazan (en juillet 1774) –, la *pugačëvsčina* se transforma en fuite. C'est la nécessité d'assurer celle-ci et non pas un projet qui détermina l'itinéraire de Pougatchëv (à travers les zones industrielles de l'Oural et les villages des Tartares, des Maris et des Oudmourtes vers Kazan) et son repli sur le noyau cosaque d'origine. Ensuite, la fuite vers le sud ne fut aucunement liée à l'intention de rétablir l'armée sur le Don pour revenir après dans les régions centrales. La peur d'une attaque contre Moscou émanait des angoisses du clergé et de la noblesse.

Dans cette phase, on voit bien comment Pougatchëv tenait peu à ses troupes (à l'exception du noyau). L'imposteur pouvait les abandonner à leur destin ou en disposer sans trop se soucier de leur sort. En outre, il n'hésitait pas à laisser tomber les appâts idéologiques qui ne correspondaient plus à la conjoncture en place : il modifiait son « programme » en

fonction des circonstances et des intérêts des groupes révoltés sur lesquels il s'appuyait.

Sur la rive droite de la Volga, d'après l'auteur, la guerre paysanne ne peut pas être considérée comme une simple jacquerie car elle a été une réaction au passage de Pierre III : les paysans répondaient au discours politique de l'« empereur ». En même temps, les Cosaques, dont le passage déclenchait l'insurrection dans les villages, jouaient plutôt le rôle d'« instrument que celui d'instigateur » des troubles (p. 210).

Pour conclure, le livre de M. Natalizi constitue un riche apport à l'historiographie de la *pugačëvščina* et ne peut qu'être recommandé à tous ceux qui s'intéressent au sujet. En même temps, la lecture de l'ouvrage sera utile et stimulante pour les chercheurs qui étudient l'histoire des empires et les processus liés à la construction de l'« État » et à l'exercice du pouvoir politique à l'échelle impériale.

ANDRII KOLP

Julie Grandhayé

Russie, la république interdite. Le moment décebriste et ses enjeux, XVIII^e-XXI^e siècles
Seyssel, Champ Vallon, 2012, 373 p.

L'épisode décebriste, à savoir la tentative de coup d'État menée en décembre 1825 par une poignée de jeunes officiers de l'Armée impériale décidés à en finir avec le pouvoir autocratique, a fait l'objet d'une abondante bibliographie et est aujourd'hui bien connu. Mais le point de vue adopté par Julie Grandhayé dans ce nouveau livre offre une analyse profondément renouvelée et stimulante du « moment décebriste ».

Sans mener une étude individuelle des protagonistes du coup de force, l'ouvrage n'en livre pas moins de précieux éléments quant au profil sociologique et intellectuel des insurgés, par ailleurs présentés en annexe ; il retrace les grandes lignes de leurs parcours biographiques, rend compte de leurs origines familiales et sociales, souligne à bon escient qu'ils partageaient un certain nombre de caractéristiques : tous en effet appartenaient à une élite intellectuelle et militaire et se voulaient

autant fervents patriotes que cosmopolites convaincus. Mais, au-delà, c'est à une étude fouillée des idées politiques des décebristes, dont, au premier plan, leur conception de la *res publica*, que l'ouvrage s'est brillamment attelé, en replaçant ces idées dans le contexte russe du dernier tiers du XVIII^e siècle et de la première moitié du XIX^e siècle.

La première partie du livre s'attache à la « genèse » des idées constitutionnalistes décebristes en rendant compte de l'effervescence politique qui caractérise la période qui va du début du règne de Catherine II jusqu'à la mort d'Alexandre I^{er}. L'auteur révèle en particulier que c'est à l'initiative de Catherine II, alors attachée à l'esprit des Lumières et au rôle primordial de la loi, que prend place une première réflexion d'envergure visant à rationaliser, à améliorer le fonctionnement de l'État et à le rendre plus juste. Or cette réflexion ne tarde pas à achopper sur la volonté de la souveraine de ne pas remettre en balance la nature autocratique de son pouvoir. D'où une première impasse, « l'évidence autocratique » s'imposant bientôt comme « un obstacle à l'État de droit ».

Dans le sillage de ces premières tentatives avortées, d'autres, qui émanent elles aussi des sphères du pouvoir, se sont succédé. Ainsi des travaux menés par Mikhaïl Spéranski qui, à partir de 1809, à la demande d'Alexandre I^{er}, se penche à son tour sur les relations à promouvoir entre l'État et la société, espérant aboutir à ce que des droits et une plus grande liberté soient concédés aux catégories les plus éclairées de l'empire russe. Mais devant le caractère audacieux du projet, l'empereur prend peur et recule. Quelques années plus tard, la victoire sur Napoléon et le retour à la paix relancent l'idée de réforme politique et, en 1820, un projet de charte constitutionnelle est élaboré par Nikolaï Novossiltsev, là encore à la demande d'Alexandre I^{er}. Une nouvelle fois, il ne sortira rien de concret d'un projet resté secret. Or, au même moment, l'esprit de tolérance qui caractérise les débuts du règne d'Alexandre I^{er}, l'allègement de la censure et l'essor d'un système universitaire ouvert aux influences occidentales favorisent le développement de nouveaux cercles de sociabilité, de journaux, de revues et de sociétés secrètes

(dont au premier plan celle de l'Union du bien public). Au sein de ces réseaux, on se pré-occupe de l'avenir politique du pays, on aspire à davantage de liberté et de justice et, faute de concessions concrètes de la part du pouvoir, on y critique la nature autocratique du régime, tandis que l'idée républicaine fait son chemin.

La deuxième partie aborde plus spécifiquement le discours et les écrits politiques des décembristes. Elle s'attache non seulement à leurs idées, mais aussi, de manière très neuve, à leur « lexique », leur vocabulaire, aux mots dont ils usent pour greffer, sur une culture politique russe balbutiante, tel ou tel concept étranger aux néologismes qu'ils créent. Les hésitations, les doutes ou les difficultés auxquels ils se heurtent dans leur projet politique autant qu'intellectuel sont également très bien décrits dans cette partie du livre, qui en vient ensuite aux valeurs et aux références qui pétrissent l'imaginaire républicain des décembristes. À la fascination pour l'Antiquité gréco-latine, s'ajoute ainsi une passion pour le passé russe ancien et, en particulier, pour le régime politique de la cité de Novgorod, à leurs yeux modèle d'une république idéale perdue qu'il s'agit de restaurer. Toutefois, sur les contours et la nature de la souveraineté à mettre en œuvre, des divergences s'observent : pour les membres de la Société du Nord, il s'agit de promouvoir une souveraineté nationale limitée aux élites nobiliaires, tandis que pour la Société du Sud, menée par des figures plus radicales comme Pavel Pestel, il s'agit d'aller vers une souveraineté populaire universelle.

La dernière partie aborde plus concrètement les différentes variantes de cette république à bâtir dont les décembristes se sont efforcés de définir les contours et la nature. Elle s'arrête d'abord sur le projet fédératif de Nikita Mouraviov, attaché à adapter l'idée républicaine à la diversité de l'empire de toutes les Russies. L'étude est passionnante et témoigne du degré de précision avec lequel Mouraviov a pensé la décentralisation et la délégation des pouvoirs dans l'État fédéral. L'auteur en vient ensuite au modèle centralisé, égalitaire et jacobin dont Pestel se faisait le héraut, en repère les forces et les contradictions et montre comment, à terme, ce modèle était susceptible de déboucher sur une

pratique autoritaire du pouvoir, bien éloignée de ses objectifs initiaux. Enfin, l'auteur consacre un dernier chapitre aux projets émanant de la Société des Slaves unis qui promeut l'émergence d'un idéal pan-slave et sa concrétisation, encore floue mais passionnante, sous la forme d'une hypothétique république ethnique de Slavie.

Novateur, étayé par une bibliographie très fournie et illustré par des sources données dans une traduction impeccable, l'ouvrage constitue une somme d'un immense intérêt tant pour l'histoire de la Russie du premier tiers du XIX^e siècle que pour l'histoire des idées politiques en général. Il s'achève par un épilogue qui ramène le lecteur à la Russie d'aujourd'hui et montre, s'il en était encore besoin, à quel point les interrogations soulevées par les décembristes au début du XIX^e siècle – nature de la souveraineté à bâtir, modalités de la représentation politique, rôle de la fédération et de la décentralisation des pouvoirs, rôle et signification du processus électoral – restent d'actualité dans la Russie du XXI^e siècle.

MARIE-PIERRE REY

Maria Todorova

Imaginaire des Balkans

trad. par R. Bouyssou, Paris, Éd. de l'EHESS, [1997] 2011, 352 p.

Depuis sa première publication, cet ouvrage a connu une large réception dans l'ensemble des Balkans et même au-delà en Europe centrale, avec des traductions en allemand, en polonais et partiellement en hongrois. Cette édition française devrait permettre de diffuser l'ouvrage au-delà des spécialistes du monde balkanique. Maria Todorova y propose une critique du « discours balkaniste » qui s'est développé dans le contexte américain et de la posture qui lui est conjointe, celle d'une supériorité intellectuelle à l'endroit de Balkans coupables d'atavisme guerrier. L'appartenance aux Balkans a en effet servi d'explication aux conflits de la fin du XX^e siècle dans l'ancienne Yougoslavie. L'auteur s'est donné

pour tâche de contrer ces explications simplifi-
catrices, en proposant un cadre de réflexion et
des axes de discussion sur le « balkanisme »
comme type de discours. Cette approche doit
beaucoup à Edward Said et à son étude sur
l'orientalisme, même si la perspective adoptée
s'en différencie. La limite du parallélisme
tient à ce que les Balkans sont en Europe,
même si ce n'est qu'au titre d'une périphérie,
et « si l'orientalisme traite d'une différence
entre types (imputés), le balkanisme traite de
différences à l'intérieur d'un type » (p. 41).

Depuis l'usage des géographes grecs
d'appeler mont Haemus la chaîne de monta-
gnes supposée s'étendre de l'Adriatique à
la mer Noire – ligne de partage entre monde
grec et thrace et celui des barbares des plaines
danubiennes – en passant par les travaux qui,
dès le XVIII^e siècle, établissent les limites occi-
dentales du mont Balkan à la vallée du Timok
en Serbie, jusqu'aux travaux des géographes
allemands qui, au début du XIX^e siècle, déli-
mitent une péninsule balkanique en raison de
la présence supposée d'une chaîne de monta-
gnes continue au nord, laquelle devient à la
fin du XIX^e siècle, une fois le découpage précis
des massifs montagneux connu, l'Europe du
Sud-Est, les acceptions du terme « Balkans »
et les représentations qui lui sont liées
apparaissent comme des rameaux qui se
développent indépendamment des résultats
scientifiques. Les premiers chapitres retracent
la naissance d'un discours dépréciatif qui uti-
lise en un double sens le terme de « balkani-
sation », à la fois comme fragmentation de
l'espace politique et retour à des formes
d'organisation tribales. Des extraits, dont les
plus anciens remontent au XVI^e siècle et dont
l'essentiel est publié aux XVIII^e et XIX^e siècles,
montrent comment ce discours se forme pro-
gressivement pour se cristalliser vers 1912-
1913, soit au moment des guerres balkaniques,
puis s'amplifier avec la Première Guerre
mondiale.

Sur la base d'une riche documentation qui
puise dans la littérature de voyage anglaise et
américaine, allemande, française, mais aussi
russe, apparaît une multiplicité de points de
vue, d'opinions et de projections, qui donne
l'occasion de mettre en perspective chaque
auteur dans son contexte précis. Le discours

occidental de la fin du XIX^e siècle apparaît
« surtout motivé par des considérations géo-
stratégiques » (p. 127), même si de nombreux
exemples montrent qu'il n'y a justement pas
un Occident, mais des individus aux prises
avec leur éducation bourgeoise et aristocra-
tique qui, en raison de la rareté des voyages
balkaniques jusqu'à la Seconde Guerre mon-
diale, sont investis d'un rôle qui dépasse leur
propre personne. Le passage de la description
à la classification, autour d'images (à l'instar du
port d'armes) inversées de ce que l'Européen
considère comme civilisé, montre que le point
d'inflexion, « le grand crime des Balkans, leur
péché originel » (p. 179), fut aux yeux des
Occidentaux les coups de feu de Gavriilo
Princip, qui marquent le début de la Première
Guerre mondiale. Le balkanisme au sens péjo-
ratif a ensuite subi une éclipse durant l'époque
communiste pour renaître durant les conflits
dans l'espace yougoslave au cours des années
1990.

L'une des forces de l'argumentation est
qu'elle ne repose pas uniquement sur une
anthologie de la perception occidentale des
Balkans, mais qu'elle retrace l'histoire de la
pénétration du terme dans les différentes
langues de la région. La situation apparaît
contrastée, depuis l'absence de connotation
négative en turc, qui donne son nom à la région
(au sens de montagne), et l'identité balka-
nique assumée par les Bulgares, jusqu'aux
dénégations virulentes. L'auteur définit oppor-
tunément ce qu'est l'appartenance au monde
balkanique, d'autant plus qu'une définition
unaniment acceptée fait défaut. Le critère
de l'inclusion dans l'empire ottoman ou de
forte interaction avec celui-ci est mis en avant.
Aux limites occidentales, cette définition
englobe les Croates, au nord les Roumains. Il
s'agit d'une définition en termes de popula-
tions et de représentations, non de géographie.

Un chapitre consacré aux « Balkans et au
mythe de l'Europe centrale » analyse les pré-
supposés qui ont contribué à donner corps à
un découpage, flottant sur ses marges, entre
Europe centrale et orientale. L'Europe de
l'Est est apparue comme une expression
repoussoir, présentée comme un pendant aux
Balkans, à la différence de l'Europe centrale
parée de vertus culturelles et démocratiques.

C'est la politique, veut croire l'auteur, qui crée cette géographie symbolique, en l'occurrence une hiérarchisation entre une Europe centrale propre à intégrer les institutions européennes et les Balkans plus difficilement insérables. La conclusion de cette comparaison est quelque peu frustrante. Les deux constructions sont finalement vues comme incompatibles et « méthodologiquement incomparables » (p. 234). Les Balkans existeraient bien, alors que l'Europe centrale ne serait qu'un mythe qui ne reposerait sur aucun fondement historique de longue durée. Or, si les Balkans sont définis par leur héritage ottoman, il est envisageable de considérer qu'un autre héritage impérial, celui de l'empire des Habsbourg, serve à délimiter un espace centre-européen vécu comme unitaire, selon les critères développés dans le dernier chapitre qui se présente comme une tentative de définir ce qui rapproche les habitants des Balkans, au-delà des discours portés sur eux.

L'héritage ottoman, ou les éléments perçus comme tels (qui peuvent être d'origine byzantine), est analysé. L'aspiration à un système de gouvernement réformé, hors d'une rupture révolutionnaire définitive qui a finalement prévalu, montre que la coupure avec le passé ottoman est bien un choix récent qui remonte aux indépendances. L'historienne distingue l'héritage comme continuité, « survivance (et déclin progressif) de certaines caractéristiques » ottomanes qui perdurent après l'indépendance (p. 286), et qui sont pourtant systématiquement combattues, et l'héritage comme perception, en l'occurrence négative, qui se développe après le départ des Ottomans, notamment dans les historiographies balkaniques. S'appuyant sur ses propres recherches en démographie historique, l'auteur veut convaincre qu'il n'y a pas de spécificité de l'héritage impérial ottoman dans les évolutions démographiques de la région. Il s'agit de replacer l'héritage qui agit réellement et sa perception dans une chronologie, sans tirer de conclusions hâtives sur des caractéristiques pérennes.

Mise au point désormais indispensable sur les origines et le développement des discours sur les Balkans, l'ouvrage les relativise fondamentalement en les ancrant dans leur contexte historique. L'effort poursuivi pour détacher la réalité de la région (son « ontologie ») des

connotations qui lui sont rattachées passe par l'élaboration d'une marqueterie de textes dont l'absence d'unité jusqu'à une période assez récente va bien dans le sens de la démonstration. Au-delà de cette déconstruction, M. Todorova cherche aussi à retrouver derrière le prisme du discours la réalité d'un monde et, ce faisant, pose des questions essentielles sur ce qui en fait l'unité. Il s'agit d'un ouvrage à thèse, qui cherche à démasquer un discours occidental condescendant, tout en reconnaissant prudemment que ce discours n'est pas homogène.

La postface à l'édition révisée apporte des développements nouveaux sur le lien entre recherches sur le « balkanisme » et études postcoloniales, ces dernières étant finalement rejetées comme non pertinentes, la situation des Balkans n'apparaissant pas comme une situation coloniale, mais comme la face cachée du monde européen. C'est bien l'un des apports fondamentaux de l'ouvrage que de livrer des réflexions qui permettent de déseclaver les études balkaniques et de les faire communiquer avec les grands courants contemporains de la recherche historique.

DANIEL BARIC

Hannes Grandits, Nathalie Clayer et Robert Pichler (dir.)

Conflicting Loyalties in the Balkans: The Great Powers, the Ottoman Empire and Nation-Building

Londres/New York, I. B. Tauris, 2011, XIV-350 p.

Cet ouvrage important s'appuie sur des changements radicaux dans la manière dont les historiens traitent actuellement des conflits ethniques, de la construction nationale et de la formation des identités en Europe centrale, en Europe de l'Est et dans les Balkans. Ces questions sont ici examinées dans les échelons les plus locaux de la société des Balkans. Les auteurs analysent les significations particulières attachées dans le contexte de la vie sociale locale aux catégories nationales, religieuses et sociales, dans les régions européennes plurilingues et multiconfessionnelles de l'empire ottoman. Le projet des trois direc-

teurs de l'ouvrage est de produire une analyse qualitative des appartenances locales qui dépasse les catégories traditionnelles de nation ou d'appartenance ethnique, qui sont aujourd'hui presque dépourvues de sens. Ils étudient la signification précise de ces catégories durant la période formative de réforme de l'empire et de construction nationale, qui s'est étendue entre la fin du XIX^e siècle et les guerres balkaniques de 1912-1914. L'ouvrage propose plusieurs études très riches qui se penchent tour à tour sur l'émergence d'une interprétation locale des différences sociales et sur l'apparition de nouvelles catégories d'identification imposées par la région ou par l'État.

Les auteurs rejettent les explications téléologiques traditionnelles qui attribuent l'émergence inéluctable dans les Balkans de sociétés nationales à des différences de langue, de pratique religieuse et d'identité ethnique anciennes de plusieurs siècles. Plusieurs auteurs démontrent au contraire la nature entièrement contingente des solidarités locales : ces dernières sont causées par différents facteurs sociaux, culturels et administratifs imprévisibles, au rang desquels les efforts de réforme de l'empire ottoman. Les articles montrent comment, dans la société locale des Balkans, des formes d'identification nationaliste se sont développées à partir d'un entrelacs complexe de facteurs et d'événements qui n'étaient ni inévitables, ni prédéterminés. De fait, certains articles démontrent de façon fort convaincante comment d'autres formes d'identification locale, reposant sur des facteurs comme le statut économique ou la pratique religieuse, ont eu sur les individus et les familles une influence beaucoup plus forte que l'identification nationaliste. Les auteurs montrent également la manière dont la réforme de l'État ottoman a fréquemment fait peser des pressions nouvelles et inattendues sur les appartenances traditionnelles, rendant parfois nécessaires de nouvelles alliances.

Dans leur analyse de la vie sociale locale, les auteurs comprennent le terme d'« identité » comme un ensemble d'appartenances inscrites dans les structures sociales locales plutôt comme une perception individuelle de soi-même, qui existerait en dehors de, ou en opposition au contexte dans lequel il est affirmé. C'est ce qui leur permet de rendre

compte des différentes situations historiques qu'ils décrivent, dans lesquelles le langage ou la pratique religieuse ne suffisent pas à eux seuls à déterminer les identités locales. Nathalie Clayer propose une analyse complexe des incidents de 1907-1908 dans l'Ouest du Kosovo, mettant en question l'affirmation selon laquelle l'identification nationale aurait remplacé l'identification religieuse dans les Balkans après 1900. Elle retrace la manière dont les réformes, ou *Tanzimat*, venues du haut et les relations civiques de la base ont conduit à une plus grande confessionnalisation de l'identité plutôt qu'à sa nationalisation. Dans un chapitre consacré aux notables bulgares ayant servi le sultan et participé aux soulèvements des années 1870, Alexander Vezenkov propose une explication très convaincante d'un phénomène qui, si l'on suit le discours nationaliste traditionnel, semble inexplicable. Rejetant les catégories à l'emporte-pièce souvent appliquées par les historiens lorsqu'ils étudient les acteurs des soulèvements (révolutionnaires, modérés, traîtres, etc.), A. Vezenkov examine les actions des notables bulgares à travers le double prisme de la réforme ottomane et du soulèvement bulgare. Les Ottomans réformateurs, tout comme les meneurs des soulèvements soucieux de contrer l'indifférence de l'opinion nationale, cherchaient l'appui des mêmes personnages locaux influents. Hannes Grandits offre une analyse richement nuancée des révoltes de 1875 en Herzégovine orientale. Selon lui, les antagonismes qui divisaient les populations locales étaient pour la plupart d'ordre social et économique, et non confessionnel ou national. « Il est tout simplement inexact, écrit-il, qu'une société rurale tout entière ou qu'un groupe religieux ait délibérément décidé de prendre les armes collectivement contre l'ordre [ottoman] existant, comme on l'affirme encore dans les récits fondateurs de l'histoire dominante » (p. 132). H. Grandits montre que l'homogénéisation sociale a souvent été le résultat d'un usage stratégique de la violence dans les communautés locales, vecteur à la fois de polarisation et de conformité. La mobilisation de masse de 1875 peut difficilement être considérée comme ayant résulté d'un processus de « réveil national », comme le supposent toujours les historiens nationa-

listes. Malte Fuhmann examine d'autres pré-supposés historiques sur lesquels s'appuient les tenants de la supériorité culturelle européenne ou occidentale. Il montre que les populations des Balkans pouvaient sans difficulté retourner le discours de la civilisation contre l'Occident, en citant pour exemple les vagabonds et les prostituées d'Europe centrale. Eyal Ginio montre comment la défaite désastreuse des Ottomans dans les guerres balkaniques, au cours desquelles les organisations juives avaient mobilisé avec enthousiasme pour soutenir l'empire, a rendu quasi impossible la participation des juifs à l'image d'une identité ottomane.

En ce qui concerne la théorie, certains des auteurs auraient gagné à consulter les travaux récents du sociologue Rogers Brubaker, ou les critiques corrosives du terme d'« identité » livrées par ce dernier et par l'historien Frederick Cooper il y a près de dix ans¹. Certains des auteurs peinent à manier les concepts très encombrants qui s'attachent à la notion d'identité – concepts qui bénéficieraient en particulier de l'orientation situationnelle apportée par le travail de R. Brubaker. Après tout, quelle utilité analytique peut-il y avoir à déclarer que l'identité est « fluide » ? Ne serait-il pas plus utile de poser l'identité comme une caractéristique définie de manière situationnelle plutôt que de la voir comme une entité fixe composée de nombreux éléments différents ? Cette critique n'est pas des moindres : en effet, on pourrait dire que ce que les auteurs parviennent avec tant de succès à analyser est précisément la nature situationnelle des éléments par lesquels les personnes et les communautés s'assignent une identité.

Par ailleurs, on s'étonne de constater que les auteurs – même s'ils traitent le cas des Balkans – ne semblent pas très au fait des travaux récents portant sur la monarchie des Habsbourg, l'Allemagne, la Russie et les États qui leur ont succédé : ces travaux examinent les mêmes problèmes en mettant en avant la notion d'« indifférence à l'idée de nation » et l'importance de l'« appartenance » (*loyalty*) comme catégorie analytique offrant une alternative à celle d'« identité ». En particulier, des articles et ouvrages récents de Tara Zahra, Peter Haslinger, Johann von Puttkamer, James Bjork et Gregor Thum proposent des

approches utiles pour comprendre plus en profondeur la construction des appartenances et des identifications communautaires. Le meilleur essai de ce volume a beaucoup de points communs avec ces travaux sur l'Europe centrale des Habsbourg : il faut espérer que ces deux champs d'étude, si proches géographiquement, deviendront à l'avenir plus proches sur le plan théorique. Il faut également espérer que les historiens de l'Europe en général liront cet ouvrage. Ces approches pourront tout aussi bien aider à l'étude des appartenances ou des identifications en Espagne, en France, en Italie ou en Grande-Bretagne. Les Balkans sont beaucoup plus européens que nous ne voulons bien l'admettre. De toute évidence, les historiens de la monarchie des Habsbourg auront beaucoup à apprendre des conclusions auxquelles parviennent certains de ces articles, en particulier dans la minutie de leur analyse du rapport entre phénomènes locaux, régionaux et nationaux.

Cet ouvrage souffre cependant d'un problème chronique : la qualité parfois médiocre de sa traduction anglaise. À une époque où les communautés académiques transnationales sont plus florissantes que jamais, il est décourageant d'avoir affaire à des traductions qui font obstacle à la compréhension. Il s'agit parfois de fautes mineures – lorsque par exemple il est écrit que l'identité « n'est pas stable mais fluente [*fluent*] » (au lieu de « fluide » [*fluid*]), ou lorsque le niveau de vie est qualifié de « modéré » [*moderate*] au lieu de « modeste » [*modest*] – mais parfois aussi d'intitulés entiers de section, comme « *Refrained loyalties* » [« appartenances réprimées »]. Je n'ai pu que deviner qu'il aurait fallu lire « *Reframed loyalties* » [« appartenances recadrées »]. Les directeurs et les auteurs de cet ouvrage méritaient un bien meilleur traitement, surtout compte tenu de l'excellente qualité de certains des chapitres.

PIETER M. JUDSON

Traduction de VALENTINE LEYS

1 - Rogers BRUBAKER, « Ethnicity Without Groups » (2004) et Rogers BRUBAKER et Frederick COOPER, « Beyond 'Identity' », in Rogers BRUBAKER, *Ethnicity Without Groups*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, respectivement p. 7-27 et 28-63.

Silvia Marton

*La construction politique de la nation.
La nation dans les débats du Parlement
de la Roumanie, 1866-1871*

Iași, Institutul European, 2009, 439 p.

Cet ouvrage, tiré d'une thèse de doctorat, vise à caractériser l'articulation observée dans la seconde moitié du XIX^e siècle entre la mise en place des structures de l'État-nation roumain et l'« apprentissage du parlementarisme ». Aux termes du traité de Paris de 1856, les principautés de Valachie et de Moldavie obtiennent la garantie des grandes puissances occidentales, en lieu et place du protectorat russe sous lequel elles étaient jusqu'alors placées, de se prononcer sur leur organisation politique. En 1857, elles adoptent une résolution d'union en un seul État. En 1858, la convention de Paris avalise ce choix et donne forme aux principautés unies de Valachie et de Moldavie. En janvier 1859, Alexandru Ioan Cuza est porté sur le trône. Il doit abdiquer en février 1866, sous la pression d'une coalition formée par les libéraux et les conservateurs. Le prince de Hohenzollern-Sigmaringen lui succède sous le nom de Carol I^{er}. Les bases politiques et institutionnelles du nouvel État sont alors jetées, en même temps qu'un appareil législatif est mis en place pour définir les critères d'appartenance à la nation roumaine.

L'étude de Silvia Marton se concentre sur cette séquence : elle porte sur l'activité des parlementaires entre la première réunion de l'Assemblée constituante le 28 avril 1866 et la nomination de Lascăr Catargiu à la tête d'un gouvernement soutenu par une large majorité conservatrice, le 11 mars 1871 – cette dernière date marquant le terme d'une période d'instabilité gouvernementale et consacrant un large accord sur la légitimité de la nouvelle monarchie. L'ouvrage s'attache ainsi à décrire la genèse d'un « régime consolidé » (p. 37). Il mobilise, pour ce faire, les archives parlementaires et exploite principalement la transcription des débats qui ont précédé l'adoption des principaux textes de loi. Une combinaison est proposée entre l'« approche de la science politique » et l'« histoire conceptuelle du politique ». Le patronage intellectuel de Pierre Rosanvallon est ainsi revendiqué : le propos est d'analyser

« le politique comme un milieu privilégié d'action de la société sur elle-même, le politique englobant le social » (p. 24). Les parlementaires des principautés unies sont décrits comme les « agents transitifs d'un discours plus général dont ils sont l'expression » (p. 46). En restituant les débats qui les mettent aux prises, l'auteure entend « examiner de l'intérieur les certitudes, les arguments, les conflits, les erreurs qui gouvernent les actions et les représentations décisives des hommes politiques de l'époque » (p. 10).

L'argument central de l'ouvrage est énoncé sur cette base : les élus étudiés sont tiraillés entre le principe suivant lequel « la nation roumaine existe comme essence, comme matière première primordiale qu'ils doivent former, ordonner et placer dans des institutions », et la certitude qu'il faut « instituer la nation par la Constitution et la législation (d'une manière 'artificielle') » (p. 10). S'ils valorisent « le corps national ethnique homogène », ils « semblent paradoxalement hésiter entre la conviction [...] que la nation existe en tant qu'essence, comme matériel anhistorique et primordial qu'ils doivent former et ordonner par la législation et qu'ils doivent ordonner par les institutions, et la conviction que leur tâche est de construire la modernité politique roumaine entendue prioritairement comme aménagement de l'État unitaire, auquel revient la mission d'instituer la nation par une Constitution et par la législation » (p. 56). En d'autres termes, les parlementaires « persistent à produire, à définir et à redéfinir par leur activité institutionnelle et législative et par l'exercice de la Constitution quelque chose qui leur paraît être de l'ordre de l'évidence et de la nature, la nation roumaine [...] ils font de leur mieux pour produire d'une manière artificielle, par la législation, un objet qu'ils considèrent comme naturel et anhistorique » (p. 413). Cette profonde ambivalence est mise au jour par un décryptage des débats parlementaires dans leur ordre chronologique.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux délibérations de l'Assemblée constituante en 1866. Sont successivement resitués les discordes provoqués par le choix d'un prince étranger, la définition du régime censi-

taire, la représentation de la nation dans un dispositif bicaméral ou monocaméral et la « question israélite » (autrement dit, la délimitation des droits civils et politiques reconnus aux juifs). Une deuxième partie vise à montrer qu'après 1866, les débats parlementaires se structurent progressivement autour de trois axes. Les « ressources » sont tout d'abord envisagées comme un ensemble composite (budget, finances, connaissances scientifiques, éducation, etc.) qui présente tout entier une « dimension ethnique » : dans tous les cas, la question est d'éviter que des ressources « étrangères à la nation roumaine » ne viennent en perturber le développement ; le choix du protectionnisme ou du libre-échange est considéré sous cet angle, de même que la définition des conditions d'accès au système éducatif roumain. Le « passé » est ensuite repensé pour « fixer l'avenir de la nation » : les parlementaires s'approprient les travaux de l'école de Transylvanie – c'est-à-dire des historiens et philologues de l'empire Habsbourg qui ont cherché, dès la fin du XVIII^e siècle, à démontrer l'existence d'un « peuple roumain » uni par la langue et attaché à un territoire commun depuis l'Antiquité. Les discussions portent enfin sur l'organisation pratique des dispositifs institutionnels qui « font exister la nation » (localisation de la Cour de cassation, loi électorale, définition de la hiérarchie militaire, etc.).

Ces développements reposent sur un travail empirique de grande ampleur. Les débats parlementaires sont restitués avec rigueur et clarté. De larges citations permettent d'accéder à un matériau jusqu'alors négligé. L'ouvrage se distingue également par la qualité de sa construction. Si un mode d'exposition chronologique est retenu, le piège de l'énumération est désamorcé : l'analyse de chaque controverse ramène à la thèse centrale et donne à voir sous un nouveau jour l'ambivalence de l'argumentation développée par les parlementaires roumains. Le positionnement de cette même thèse peut toutefois prêter à discussion. S. Marton révoque fermement l'« historiographie communiste » : elle la crédite d'une « documentation solide », mais lui reproche de décrire un processus linéaire, comme si « la constitution de la nation roumaine et de son État [était] non problématique et l'expression

de la marche évidente de l'histoire » (p. 9). Les chercheurs incriminés n'auraient fait que prolonger la tradition académique amorcée à la fin du XIX^e siècle, « préoccupée à mettre en évidence la survie et la formation de la nation roumaine et les efforts en vue de l'unification nationale et étatique ». Ils y auraient simplement glissé une « conviction marxiste-léniniste sur l'histoire régie par l'antagonisme des classes sociales ».

L'auteure cloue au même pilori l'« analyse historique roumaine *mainstream* » – dont seraient emblématiques les récents travaux de Vasile Russu –, toujours prisonnière à ses yeux d'une « approche déterministe, factuelle et linéaire » (p. 9 et 17 *sq.*). Elle considère enfin que, sous des formes plus dissimulées, les travaux de sociologie historique consacrés à la Roumanie reproduisent ces travers. Sont rangés sous la même bannière Kenneth Jowitt, Daniel Chirot, Peter Sugar, Andrew Janos et Antoine Roger. Tous se voient reprocher – sans plus de précision – de placer l'accent sur des « élites qui travaille[ent] pour le sous-développement et le retard ». De l'historiographie officielle du régime communiste aux recherches les plus récentes, il faudrait toujours déplorer que « le recours à l'histoire [...] explique les phénomènes sociaux et politiques, cependant qu'est privilégiée l'interprétation de la modernisation dans une perspective historique (une interprétation évolutionniste de la modernisation, pourrait-on dire) ». S. Marton entend montrer tout à l'inverse que les « actions historiques » sont « orientées par la pensée et les discours politiques, le politique étant le locus privilégié d'action de la société sur elle-même (car le politique inclut les phénomènes sociaux) » (p. 32-33). On aurait aimé que ce parti pris débouche sur une discussion plus serrée et plus nuancée des analyses qui mettent l'accent sur les déterminants sociaux des affrontements politiques. Le procès expéditif dressé à la sociologie historique et le refus de considérer plus en détail ses différentes ramifications empêchent de mettre pleinement en valeur les fines observations que l'ouvrage livre par ailleurs.

James E. Bjork

Neither German nor Pole: Catholicism and National Indifference in a Central European Borderland

Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2008, XI-290 p.

On a longtemps pensé que les sociétés européennes du XX^e siècle concernées par l'indifférence nationale étaient paysannes, tels ces habitants de Polésie se déclarant « d'ici » (*tutejsi*) lors du recensement polonais de 1931. Les spectaculaires allers-retours identitaires du bassin industriel de Haute-Silésie auraient pourtant dû retenir l'attention : James Bjork rappelle que l'abbé Jan Kapica, apôtre de l'anti-alcoolisme et administrateur apostolique de la partie détachée de l'Allemagne en 1922, écrivait son nom à la mode polonaise ou allemande selon ses correspondants. Après avoir combattu le mouvement national polonais, il le représenta au Landtag en 1908, puis retourna au Zentrum en 1912 ; en 1919, il fut membre fondateur de la section théologique de l'Union académique silésienne, qui regroupait les prêtres décidés à faire campagne pour la Pologne. Ces cas d'ambivalence nationale sont restés ignorés aussi longtemps que les analyses se focalisaient sur les droits allemands ou polonais sur la région. Il a fallu attendre le tournant du siècle pour voir reculer ce paradigme nationaliste, d'abord en Allemagne¹, puis, à un moindre degré, en Pologne.

Ce livre vient couronner cette évolution mais son ambition dépasse largement la simple révision d'une historiographie régionale. J. Bjork entend rappeler que, contrairement à l'impression que laissent les travaux consacrés aux ethnogénèses contemporaines, il était possible d'échapper à la logique de construction nationale. Ce faisant, il renoue avec le programme de recherche de Miroslav Hroch : étudiant, parallèlement à la nationalisation des élites, les intelligentsias qui, en raison de leur éducation et ethnicité, auraient pu rejoindre les mouvements nationaux mais ne l'ont pas fait. En Haute-Silésie, la logique de nationalisation fut ainsi contrecarrée par l'Église catholique qui fit du bilinguisme la base de la vie paroissiale (les associations étaient dédoublées sur une base linguistique).

J. Bjork est toutefois un peu sévère dans sa critique de l'historiographie religieuse polonaise. Certes, elle a sous-estimé les réticences initiales du clergé vis-à-vis du syndicalisme chrétien ou les cas de conflit avec les fidèles. Sur ce point aussi, les recherches de J. Bjork ont considérablement renouvelé l'état de nos connaissances. Ces lacunes étaient toutefois moins liées au stéréotype du « Polonais-catholique » qu'à celui, régional, d'une symbiose entre le clergé et le peuple. Prendre Daniel Olszewski comme exemple de ces insuffisances est néanmoins malheureux, compte tenu de ses analyses assez fines de la chute de la pratique dans le bassin de la Dombrowa. De même, la remarque sur les difficultés des Polonais à voir le caractère mouvant de la frontière entre catholicisme allemand et polonais ne peut s'appliquer à tous les historiens².

J. Bjork se concentre sur le secteur urbain, puisqu'il s'agit de démontrer que la société industrielle, elle aussi, a connu des phénomènes d'ambivalence nationale. Le choix d'un ensemble de paroisses comme cadre d'étude est tout aussi justifié, dans la mesure où le clergé est au cœur de l'analyse. Par contre, pourquoi se cantonner au seul doyenné de Myslowitz ? Le doyenné mitoyen de Beuthen, foyer du mouvement national polonais, aurait mérité la même attention, et une étude de toutes les paroisses du bassin industriel et minier était tout à fait envisageable. Ce cadre s'impose d'ailleurs de lui-même dans les derniers chapitres.

L'unité politique du catholicisme, née sous le *Kulturkampf*, qui vit clergé et fidèles s'unir contre le pouvoir central, prit fin dans les années 1890 avec l'irruption d'Adam Napieralski sur la scène politique. Sans rompre avec le Zentrum, cet influent patron de presse entendait associer la défense du catholicisme à celle de la cause polonaise, tout en adoptant une posture ouvriériste – sur laquelle le clergé, après une décennie de réticences, finit par s'aligner. Dans un contexte de généralisation du bilinguisme (on parlait alors d'« ultraquisme ») – l'allemand ouvrait les portes de l'ascension sociale –, A. Napieralski appelait ainsi constamment les lecteurs du *Katolik* à pratiquer dans leur langue natale. Mais les prêtres n'étaient pas prêts à entrer en conflit avec leurs fidèles

pour des questions linguistiques, tant que le choix d'envoyer leurs enfants au catéchisme allemand ne compromettait pas la bonne réception du message évangélique. De plus, malgré toute leur bienveillance envers la culture polonaise, ils étaient trop liés au catholicisme germanique pour s'aligner sur A. Napieralski. Ces divisions du camp catholique entraînèrent l'intervention de l'évêque qui interdit notamment les associations de jeunes catholiques polonophones Saint-Éloi, sans qu'un réseau de sociétés bilingues ne vienne les relayer.

En 1901, A. Napieralski fut débordé par Wojciech Korfanty. Hostile au Zentrum, son *Górnoślązak* diffusait l'idéologie nationale-démocrate (la version polonaise du nationalisme) tout en la teintant de radicalisme social, d'attaques contre le clergé germanisateur, de protestation de fidélité à Rome et d'une fierté régionaliste qui le conduisirent au Reichstag en 1903. Les efforts du camp catholique pour contrebattre ce courant se soldèrent par un échec cuisant aux élections de 1907, durant lesquelles le Zentrum mit dans la balance le prestige social du clergé. L'abbé Ludwik Skowronek y recueillit quatre fois moins de voix que W. Korfanty, avec un rapport de force encore plus défavorable dans sa propre paroisse.

Les jours de la société catholique ultra-quistes centrée sur la paroisse semblaient d'autant plus comptés que le nationalisme avait aussi marqué des points chez les catholiques allemands, dont une partie avait voté national-libéral. L'abbé Kapica prit acte de cette évolution en recommandant dès 1906 au clergé de s'investir dans chacun des deux camps nationaux afin d'atténuer leur affrontement et de sauver son autorité. Ce diagnostic s'avéra prématuré puisqu'entre 1907 et 1912, le vote national recula de quinze points. Selon J. Bjork, ce tournant décisif fut lié à la conjonction de plusieurs facteurs : le retour au premier plan d'une conscience régionale soudée par l'hostilité au pouvoir central (le Zentrum s'allia en 1908 aux Polonais contre la politique de Bernhard von Bülow), un retour au populisme catholique contre les « hakatistes » (des nationalistes allemands qui étaient souvent des cadres industriels protestants), l'affaiblissement de l'aile radicale polonaise (W. Korfanty, accusé de s'être embourgeoisé à Berlin, lâché par sa base, dut renoncer à se présenter aux

élections de 1912 et fut amené à vendre ses journaux à A. Napieralski), un pragmatisme social du clergé qui explique le succès local du « syndicalisme berlinois » et, enfin, un renforcement paradoxal de l'indétermination nationale sous l'effet des progrès parallèles de la polonisation et de la germanisation.

W. Korfanty put néanmoins refaire surface à la fin de la guerre, tandis qu'A. Napieralski avait trop longtemps joué la carte allemande. Cette période vit surtout l'émergence d'un séparatisme qui s'appuyait sur des ressorts solides : l'hostilité à « Berlin » réactivée par la laïcisation des écoles et un scepticisme quant à la gouvernance polonaise. Si une part du clergé abandonna cette option après la fin de ce « *Kulturkampf* rouge », une bonne moitié du clergé y resta fidèle, sans aller jusqu'au soutien ouvert, et se tint à l'écart de la campagne plébiscitaire. Cette attitude relevait aussi d'une stratégie pastorale visant à atténuer les antagonismes nationaux, un souci que l'on retrouvait jusque chez leurs confrères pro-allemand ou pro-polonais : l'abbé Kubina renonça ainsi à bénir les étendards de sociétés polonaises pour ne pas froisser ses paroissiens allemands. Cette volonté de ne pas céder aux passions nationales était en accord avec les sentiments d'une partie de l'opinion. D'un côté, la Haute-Silésie fut déchirée par des luttes armées, de l'autre, la campagne électorale se joua avant tout sur des arguments économiques, signe que « dans les esprits des chefs des campagnes allemande et polonaise, [...] le Haut-Silézien typique était un [...] acteur rationnel indifférent sur le plan national qui cherchait à utiliser son vote pour maximiser son utilité » (p. 251).

Même si l'on regrette que les derniers chapitres collent un peu moins à l'échelle locale, on ne peut que saluer un ouvrage qui renouvelle à la fois l'historiographie du fait national et celle du catholicisme haut-silézien, en rappelant que l'audience sociale de ce clergé fut surtout le fruit d'un pragmatisme forgé au fil d'expériences comme les élections de 1907.

DAMIEN THIRIET

1 - Guido HITZE, *Carl Ulitzka (1873-1953) oder Oberschlesien zwischen den Weltkriegen*, Düsseldorf, Droste, 2002 ; Kai STRUVE et Philipp THER (dir.), *Die Grenzen der Nationen. Identitätswandel in Oberschlesien in der Neuzeit*, Marbourg, Herder, 2002.

2 - Daniel OLSZEWSKI, « Duszpasterstwo a przemiany społeczno-religijne w Zagłębiu Dąbrowskim w XIX wieku », *Śląskie Studia Historyczno-Teologiczne*, 8, 1975, p. 131-163 ; Lech KRZYŻANOWSKI, *Kościół katolicki wobec mniejszości niemieckiej na Górnym Śląsku w latach 1922-1930*, Katowice, Wydawn Uniwersytetu Śląskiego, 2000.

Tara Zahra

Kidnapped Souls: National Indifference and the Battle for Children in the Bohemian Lands, 1900-1948
Ithaca, Cornell University Press, 2008,
XVII-279 p.

Les contours nationaux et démographiques de l'Europe orientale et centrale furent si dramatiquement bouleversés après la Seconde Guerre mondiale que l'historiographie, à quelques variantes près selon les pays et les ancrages politiques, s'est longtemps donnée comme seule tâche d'en dresser la trame chronologique et événementielle, et d'en établir avec exactitude les faits innombrables. L'ampleur et la monumentalité de la mission ont conduit, en contrepartie, à négliger les recherches problématiques et à laisser s'installer des récits explicatifs assez convenus liant, dans une longue séquence, l'essor des nationalismes de masse de la seconde moitié du XIX^e siècle et des États nationaux aux conflits mondiaux et aux dictatures du XX^e siècle, dont le recours aux politiques de purification ethnique fut sans équivalent dans le passé. La guerre froide, en déplaçant les fronts idéologiques entre Occident capitaliste et communisme, venait clore ce chapitre. Or, depuis une dizaine d'années, dans l'élan donné par les changements politiques de l'après 1989 dans cette partie de l'Europe, mais aussi impulsées par des approches introduisant dans ce champ politique des études du nationalisme les questionnements de l'histoire sociale et culturelle, des recherches individuelles ont progressivement ébranlé cette historiographie. À la suite de ces travaux, notamment ceux de Pieter Judson et Jeremy King pour l'Autriche et la Bohême¹, dont elle a tiré avec profit les enseignements, Tara Zahra nous livre dans ce premier ouvrage une contribution remarquable

sur l'histoire du nationalisme en Bohême dans la première moitié du XX^e siècle.

L'originalité de sa recherche réside d'abord dans des déplacements judicieux. Déplacement en premier lieu produit par le croisement de ces deux thématiques que sont l'enfance et le nationalisme, pour en faire une entrée pertinente lui permettant d'explorer les différentes couches de l'histoire politique de la Bohême. Dans les années 1980, l'étude du nationalisme avait été renouvelée par les réflexions théoriques d'Eric Hobsbawm, Ernest Gellner et Benedict Anderson, qui se détournèrent des discours et idéologies pour s'intéresser au nationalisme comme mobilisation collective et mouvement de masse. Ces auteurs considéraient ainsi le rôle central joué par certaines institutions, notamment l'école, vecteur puissant de la nationalisation des populations, comme l'avait si bien étudié Eugen Weber². C'est toutefois en amont de l'institution scolaire, sur le thème plus large de l'enfance, que T. Zahra saisit l'enjeu majeur que cristallisa l'éducation des enfants pendant plus d'un demi-siècle pour ces deux mouvements nationalistes concurrents, tchèque et allemand. L'importance de l'enjeu résidait dans les caractéristiques des populations locales, en particulier dans les régions frontalières qui se prêtaient mal aux identifications nationales et offraient peu de traits distinctifs aux dirigeants nationalistes pour les départager en communautés exclusives. T. Zahra rappelle que, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, en Bohême, l'appartenance à une nationalité était indifférente pour une grande partie de la population. La langue s'avéra être un des seuls critères disponibles pour identifier et départager les populations, mais l'existence du bilinguisme entravait l'opération. Expression de l'indifférence nationale, de la coexistence ancienne des Tchèques et des Allemands marquée par de nombreux intermariages, mais aussi du choix de parents soucieux d'ascension sociale pour leurs enfants, le bilinguisme devint ainsi la cible des nationalistes. Leur mobilisation pour la création d'écoles unilingues fut constante mais, parce que le bilinguisme s'insérait dans des logiques locales et familiales, c'est l'éducation des enfants qui devint le domaine d'action des activistes nationaux.

Le déplacement thématique, en apparence mineur, opéré par T. Zahra, élargit ainsi son champ de recherche sur une multiplicité d'acteurs privés et officiels – familles, associations nationalistes, services sociaux, etc. –, s'impliquant dans l'éducation des enfants, mais selon des intérêts souvent divergents et des rapports conflictuels. Conviant l'histoire sociale qui fait souvent défaut dans l'étude du nationalisme, elle les analyse finement et montre comment la dynamique créée par les tensions entre ces acteurs et leurs revendications concurrentes fut un moteur insoupçonné de changements institutionnels majeurs.

De ce point de vue, un des apports les plus marquants de sa recherche a trait à l'histoire de la protection sociale. L'essor des institutions d'aide aux familles fut en Bohême mu par ces enjeux et ces rivalités nationalistes, les activistes allemands et tchèques voyant très vite dans ces services un levier avantageux pour interférer sur l'éducation des enfants et pour attirer les parents au moyen de diverses incitations matérielles. C'est dans ce contexte que se mit en place un système de protection sociale ségrégué dès sa fondation selon des critères nationaux. T. Zahra parvient ainsi à remettre en cause le postulat répandu dans l'histoire du nationalisme de la préexistence des communautés nationales sur l'essor des institutions étatiques. C'est en effet sous l'action organisée et persistante des activistes nationalistes, et non pas de l'État ou des revendications populaires, que fut établi le système de protection sociale. Ce réagencement n'est pas anodin, car des pratiques bureaucratiques associées à la gestion sociale, en particulier de classement et de contrôle, habituellement attribuées à l'État, apparaissent bien en Bohême avoir été à l'initiative des associations nationalistes. Si des travaux récents ont montré l'importance des organisations non étatiques (sociétés philanthropiques, entreprises, etc.) dans l'essor de la protection sociale, et l'impulsion donnée par leurs rivalités attisées par les clivages politiques et locaux dans leur conquête des familles, le cas des mouvements nationalistes et leur capacité concurrentielle à répondre aux demandes sociales des populations n'avaient pas été aussi bien établis. T. Zahra invalide donc aussi la

thèse longtemps répandue de la nationalisation des organismes sociaux de l'État et montre, au contraire, combien étaient entremêlés les répertoires d'action autour de la justice sociale et de l'intérêt national. Tout aussi soucieuse de débusquer les généralisations sur le nationalisme, elle met également en évidence l'insertion forte des revendications nationalistes dans le répertoire politique de la démocratie pour légitimer les interventions dans la sphère privée et la restriction du droit des parents. La réflexion qu'elle ouvre sur cette question, à l'écart de conclusions hâtives et décontextualisées sur les usages politiques et discursifs des doctrines politiques, invite plutôt à considérer le modèle défini en Bohême, et plus généralement en Europe centrale, d'une démocratie nationale indexant les droits individuels sur ceux des communautés.

Ces résultats nombreux et novateurs découlent d'un autre déplacement qu'opère T. Zahra dans sa recherche, du point de vue chronologique. Elle s'affranchit des périodisations convenues, que ce soit celle, longue, de l'histoire contemporaine généraliste, ou celle, courte, rythmée et divisée par la succession des changements de régime, de la fin du XIX^e siècle à la guerre froide. Suivant sur plus d'un demi-siècle, de la dernière période habsbourgeoise à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire des mouvements nationalistes en Bohême à travers quatre changements de régime, elle révèle l'antériorité d'institutions nées de ces mobilisations sur les États nationaux édifiés au lendemain du premier conflit mondial. Ancienneté aussi des comportements et représentations façonnés dans cet horizon politique local clivé par l'antagonisme national : peurs, rumeurs, dénonciations, une palette d'attitudes et de pratiques vis-à-vis de l'autre s'enracine plus dans cette histoire longue qu'ils ne sont créés par les événements. Ancienneté et continuité des mobilisations ne sont pas les seuls profits de cette perspective longue, les reconfigurations à l'œuvre dans les changements de régime sont aussi l'occasion pour l'auteur de saisir les conditions qui les rendent possibles en les réactualisant. Ainsi, si les institutions de protection infantile mises en place par les organisations nationalistes furent adoptées avec

une telle conviction par les autorités habsbourgeoises puis tchèques, c'est parce qu'elles avaient donné la preuve de leur grande efficacité à gérer la crise sociale et économique qui sévit pendant les années de guerre, face aux instances gouvernementales défailtantes. L'institutionnalisation officielle de ce système social ségrégué viendra alors renforcer le séparatisme communautaire, doté au sortir de la guerre d'une légitimité accrue par sa capacité à répondre aux besoins des populations.

La question de la continuité prend une acuité particulière sous le régime nazi en Bohême. À la suite de travaux récents sur cette période révélant les imbrications entre nationalisme et résistance, T. Zahra montre comment la résistance tchèque à la germanisation forcée des enfants, sans être spécifique à la Bohême, y prit une signification propre en s'inscrivant dans cette histoire de près d'un demi-siècle de lutte nationale. L'ancienneté et la ténacité des rivalités nationalistes, y compris durant la période de l'entre-deux-guerres, avaient façonné des attitudes et des représentations telles que la résistance tchèque se mobilisa moins contre la politique raciale des nazis que contre la politique de germanisation, recourant au même langage de la « pureté ethnique ». Les déplacements de population de l'immédiat après-guerre s'inscrivent aussi dans cette histoire longue, ultime séquence de ce conflit germano-tchèque : le nettoyage ethnique des territoires de la Bohême devait garantir aux yeux des nouveaux dirigeants et nationalistes tchèques qu'il n'y aurait désormais plus un seul enfant à perdre, ni à sauver, des Allemands expulsés de ces territoires.

La perspective et la périodisation choisies par T. Zahra offrent également un cadre pour comprendre les défis posés par l'écriture de l'histoire de l'Europe centrale à partir de récits et de sources marqués par les usages politiques qu'en ont fait les régimes successifs. Ces usages sont en effet souvent discursifs, légitimer et décrédibiliser passent par les catégories et lexiques qui identifient et nomment. Si, comme le souligne T. Zahra, les grandes opérations statistiques étaient devenues au tournant du XX^e siècle d'indispensables fabriques pour légitimer les nations, en amont de celles-ci, les opérations d'identification et de classe-

ment restaient la condition à toute quantification. Ce point était depuis longtemps admis pour l'histoire de la statistique, mais la vision déterministe des catégories statistiques prévalait encore dans les études sur le nationalisme. Or ce cadre cède dans le cas de la Bohême où l'assignation identitaire, préalable au classement, se heurtait à l'indifférence nationale d'une partie de la population. Sous cette dénomination, T. Zahra regroupe les comportements nationaux ambivalents, labiles, fluctuants – les hermaphrodites nationaux selon cette belle expression qu'elle emploie –, dont le bilinguisme était un indice. Des travaux avaient déjà montré que la nationalisation des populations était un processus long d'imposition et de substitution de catégories en usage dans des espaces locaux et relationnels marqués par des identifications collectives plurielles et éclatées. La recherche de T. Zahra apporte une contribution supplémentaire à cette historiographie et, surtout, met en évidence la résistance des populations à cette entreprise de nationalisation. Elle ne repère là nullement un mouvement organisé, mais bien une palette d'attitudes hétérogènes qui avaient en commun d'être rétives aux assignations identitaires nationales exclusives. Parce que ces comportements, dont les motifs étaient variés, générèrent en retour chez les dirigeants nationalistes des réactions et stratégies, tantôt disciplinaires tantôt incitatives, T. Zahra propose de donner à la notion d'indifférence nationale, habituellement synonyme de passivité, une connotation positive. Elle est ainsi conduite à un troisième déplacement, en posant l'indifférence, et non pas l'identification, nationale au centre de sa recherche. Si la catégorie possède une capacité descriptive à rendre compte de la variété de ces comportements, elle lui donne aussi, à l'issue de discussions théoriques lumineuses, des implications analytiques fortes pour l'étude du nationalisme³.

Sans les développer ici, on résumera deux propositions ambitieuses. Il s'agit en premier lieu d'écrire l'histoire des États nationaux, en particulier d'Europe centrale, à partir des comportements non nationaux, catégorie qui, même en représentant des cas minoritaires, rendrait mieux compte du processus de natio-

nalisation des populations comme un processus non inéluctable qui génère des rapports de force, de résistance et de détournement. En second lieu, T. Zahra propose d'utiliser la catégorie d'indifférence nationale comme un concept explicatif du changement historique à l'époque contemporaine, rôle donné jusqu'alors exclusivement à celui de la nation, que ce soit dans ses effets émancipateurs ou répressifs.

Cette proposition stimulante, et même audacieuse, convainc à la lecture de l'ouvrage qui multiplie les preuves empiriques des innovations et transformations institutionnelles motivées par les comportements non nationaux. Mais il offre aussi d'autres lectures de l'histoire des populations de ce siècle, celle notamment, sur l'exemple de la Bohême, qui prend comme axe la catégorie politique de la loyauté. La connotation négative des termes qui qualifiaient les comportements rétifs aux affiliations nationales renvoyait en effet à la moindre loyauté nationale, réelle ou soupçonnée, des individus ainsi désignés, et associait leur ambivalence nationale à des comportements opportunistes et guidés par l'intérêt. Perçus dans le cadre de l'État national comme l'expression de loyautés politiques suspectes, ils justifiaient la virulence des réactions des militants nationaux envers eux, leurs incitations à la dénonciation, à la stigmatisation et, finalement, l'indifférence à la violence ciblant les groupes qui n'exprimaient pas une adhésion forte et exclusive à la nation, comme les populations frontalières, juives et l'intelligentsia. La question de la loyauté politique lie ainsi l'étude du nationalisme et celle des comportements politiques à une micro-échelle pour rendre compte de manière problématisée de l'histoire des populations du XX^e siècle à l'écart des enchaînements événementiels explicatifs. Mais elle met aussi aux prises avec des tensions propres à cette approche dont les catégories ne sont jamais dégagées, comme l'avait souligné Max Weber, des expériences sociales et de leurs interprétations emboîtées, investies ici par le répertoire national. Dans ce livre, T. Zahra nous montre néanmoins que la voie qui permet de progresser dans cette connaissance procède de l'échange entre recherche empirique ancrée sur un terrain et réflexion analytique. Face à cet enjeu théorique, d'un

côté, à la spécificité de l'histoire de la Bohême, d'un autre côté, l'écriture fluide de l'auteur, son choix de formules littéraires, ainsi que la construction équilibrée de l'ouvrage aident le lecteur à parcourir cette histoire et à y joindre ses propres réflexions.

MORGANE LABBÉ

1 - Par exemple, Pieter M. JUDSON, *Guardians of the Nation: Activists on the Language Frontiers of Imperial Austria*, Cambridge, Harvard University Press, 2006; Jeremy KING, *Budweisers into Czechs and Germans: A Local History of Bohemian Politics, 1848-1948*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

2 - Eugen WEBER, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale*, Paris, Fayard/Éd. Recherches, [1976] 1983.

3 - Ces réflexions théoriques sont développées dans un article ultérieur: Tara ZAHRA, « Imagined Non-Communities: National Indifference as a Category of Analysis », *Slavic Review*, 69-1, 2010, p. 93-119.

Nathaniel D. Wood

Becoming Metropolitan: Urban Selfhood and the Making of Modern Cracow

DeKalb, Northern Illinois University Press, 2010, XIV-272 p.

Ce portrait de Cracovie, qui rappelle *Vienne 1900* de Michael Pollak ou bien *Budapest 1900* de John Lukacs, est captivant. L'auteur dessine finement les réalités sociales de l'ancienne capitale de la Pologne au début du XX^e siècle, pour décrire les formes de modernisation de la civilisation urbaine et de l'esprit collectif à cette époque.

Le livre s'organise en sept chapitres. Le premier est un dessin de la société cracovienne et de l'espace urbain autour de 1900; le deuxième présente le développement de la presse populaire de Cracovie au début du siècle; les deux chapitres suivants analysent les polémiques autour de la création de la « Grande Cracovie », c'est-à-dire l'élargissement du territoire urbain, opération exécutée après maints débats en 1910-1915; le cinquième chapitre est une analyse des enjeux liés au développement des moyens modernes de transport,

comme l'avion, le tramway et l'automobile ; dans le sixième chapitre, l'auteur s'intéresse aux façons de présenter la grande ville, en particulier les maux de la vie urbaine, dans la presse populaire cracovienne ; le dernier chapitre discute la question principale du livre : le degré de métropolisation, non seulement spatiale mais surtout culturelle, de Cracovie.

Ce qui émane de ces analyses, c'est la vivacité d'une culture urbaine, sans doute dominée par son passé splendide et lointain, mais aussi attirée par la modernité (et le modernisme). Cette vivacité semble d'ailleurs être le trait des sources elles-mêmes, issues principalement de la presse de type métropolitain. Elle se développe rapidement dans Cracovie, reproduisant le genre des grands journaux viennois. Parmi les petits reportages urbains, les nouvelles scandaleuses et les débats publics de l'époque, l'auteur cherche les traces de la naissance de la nouvelle vie métropolitaine dans cette Cracovie toujours prétendue provinciale et conservatrice. Nathaniel Wood analyse les modes d'action de la presse et la sensibilité, semble-t-il croissante, du public cracovien aux faits divers.

Le problème posé dans l'introduction est le prétendu décalage entre la « façade » urbaine historique, voire vieillotte, de Cracovie et le monde moderne de la civilisation urbaine de l'époque. La ville, qui a perdu au XVI^e siècle son rôle de capitale, puis est devenue, après la troisième partition de la Pologne en 1795, un des centres urbains de troisième rang de l'empire autrichien, a conservé la position de capitale spirituelle de la Pologne, puis a été nommée, au fil des siècles, « la petite Vienne », avec ses maisons bourgeoises, son théâtre, ses cafés, ses tramways, tout comme d'autres villes de l'empire : Innsbruck, Timișoara ou Cieszyn par exemple.

Ce décalage entre les valeurs du passé et l'innovation provoquait parfois, comme nous le montre l'auteur, des réactions hostiles. La rapidité du changement et son caractère en général étranger étaient présentés par les commentateurs de la presse conservatrice comme les éléments d'une crise identitaire profonde, pour utiliser le vocabulaire d'aujourd'hui. Un bon exemple en est l'introduction, par une société belge, des tramways électriques dont

l'inauguration, en 1901, a donné lieu à un banquet au cours duquel on parlait en allemand. Pour le sentiment national polonais de cette ancienne capitale, la modernité pouvait passer pour un emprunt humiliant. Le mérite de cette lecture est la localisation de problèmes plus larges, caractéristiques d'ailleurs de la culture de l'Europe centrale.

Un autre élément intéressant de ces analyses, lié au précédent, est l'imaginaire de la ville cristallisé hors de ses frontières dans les communes suburbaines. Si la ville même de Cracovie semble parfois attaquée d'en dehors par la modernité, les élites suburbaines vivent fréquemment le sentiment d'une quasi-colonisation par la grande ville. Le sentiment est ambigu : d'un côté, cette colonisation est le signe du développement d'installations modernes, mais, de l'autre, elle semble, pour certains, constituer une menace. Le discours cracovien antimodernisateur trouve ainsi son équivalent.

N. Wood développe aussi le thème des fléaux associés à la vie urbaine, en particulier à la vie des métropoles – Paris, Londres, Vienne –, présentés dans la presse cracovienne comme les images du monde lointain, mais aussi comme des maux domestiques. Les descriptions de la prostitution, de la pauvreté, du vagabondage, abondantes dans les journaux, suggéraient-elles une métropolisation de la ville ? Dans cette Cracovie encore relativement peu industrialisée, la presse tentait d'intéresser ses lecteurs à l'univers moderne. Le phénomène de « petite Vienne », comme celui d'ailleurs des « petites Paris », peut nous paraître dans cette perspective comme un signe annonciateur de la mondialisation.

Mais assiste-t-on vraiment à un changement de fond de la culture urbaine, ou plutôt à une transformation apparente fondée sur l'imitation des schémas journalistiques ? C'est la question que l'on peut se poser après avoir lu *Becoming Metropolitan*. L'auteur y répond partiellement dans ses conclusions. La carrière de la grande presse cracovienne est liée au changement de la sensibilité collective qui s'adapte, semble-t-il, à la modernité à un rythme accéléré, plus rapide parfois que celui auquel évoluent les structures matérielles de la vie. Autrement dit, le cas cracovien illustre

peut-être un des problèmes cruciaux de tout le ^{xx}^e siècle, celui du décalage entre la réalité et son image médiatique.

N. Wood déclare que son ambition était d'ouvrir une voie nouvelle dans l'analyse de l'histoire urbaine de l'Europe centrale, c'est-à-dire de déplacer l'importance centrale du facteur national au profit de l'autre source de l'identification : la modernité. L'intention bien posée fait le mérite de la lecture, mais cette « voie nouvelle » semble ouverte depuis des décennies dans l'historiographie polonaise. On regrette que l'auteur ne fasse aucun compte rendu de l'état de ces recherches, même si plusieurs travaux sont évoqués et présents dans la bibliographie ¹.

L'ouvrage – bien illustré de reproductions de presse et de photographies – propose une analyse équilibrée de certains changements matériels (dont l'apparition du tramway, le développement d'installations sanitaires, etc.), de certaines aspirations urbaines et de la représentation de ces processus dans la presse qui en rendait compte et, parfois, les stimulait. *Becoming Metropolitan* constitue en ce sens un élément important de la littérature concernant l'histoire de l'Europe centrale.

BLAŻEJ BRZOSTEK

1 - Notamment certains livres de Jerzy Jedlicki et Maciej Janowski. Il est dommage que quelques titres et mots en polonais dans le texte et dans la bibliographie soient pleins de fautes.

**Delphine Bechtel
et Xavier Galmiche (éd.)**

Les villes multiculturelles en Europe centrale
Paris, Belin, 2008, 296 p.

L'étude du multiculturalisme et l'histoire urbaine connaissent actuellement un intérêt renouvelé, et ce pour plusieurs raisons. En Europe centrale et orientale, avant la Seconde Guerre mondiale surtout, les espaces urbains étaient peuplés par une population variée parlant différentes langues et professant différentes religions. Avant 1914, cette diversité pouvait être considérée comme problématique, constituant un obstacle administratif et, entre les deux guerres, les nouveaux « États-

nations » en puissance de l'Europe centrale et orientale furent généralement hostiles à cette diversité de langues et de religions. Ce n'est qu'aujourd'hui, dans des États plus homogènes qu'ils ne l'étaient en 1939, que l'on commence à percevoir un attrait pour la diversité religieuse et culturelle. Cet ouvrage, qui rassemble des articles sur des villes aussi différentes que Gdansk, Berlin, Varsovie ou Vienne, Lviv ou Sibiu, constitue une importante contribution à notre compréhension de la conception et de la réalité de la diversité culturelle dans ces espaces urbains.

L'ouvrage est divisé en deux parties : une première partie sur les capitales (Vienne, Prague, Budapest, Berlin et Varsovie) et une deuxième partie consacrée à des villes plus exotiques (Odessa, Tsernivtsi, Lviv, Gdansk et Sibiu/Nagyszeben). Les articles nous font pénétrer dans le passé et le présent multiculturel de la ville et apparaissent comme bien plus subjectifs et impressionnistes que ceux que l'on pourrait trouver dans un recueil similaire publié en anglais. D'une certaine manière, c'est tant mieux : à un compte rendu laborieux et pédant de centaines d'années d'histoire, on peut aisément préférer, pour prendre un exemple, le formidable article de Boris Czerny sur Odessa, qui passe d'Alexandre Pouchkine à Ahad Ha'Am, des vieux croyants aux juifs, de Garibaldi à la « langue vinai-grette » parlée dans la ville et aux Odessites de Brooklyn et d'Ashkelon, pour finir avec Joseph Brodsky. Il est véritablement question ici d'essais au sens de Montaigne, qui ne cherchent pas à fournir un portrait détaillé et *gründlich* de ces villes, mais abordent des thèmes et des personnes considérés comme les plus remarquables et significatifs. Les éditeurs n'ont visiblement pas cherché à limiter la liberté des auteurs de choisir le sujet ou les bornes chronologiques de leurs articles : certains prennent comme point de départ le temps présent, tandis que d'autres présentent une approche historique plus large.

L'ouvrage commence par une introduction qui se limite à définir les termes (« Europe centrale », « multiculturalisme ») et à décrire le récent renouveau d'intérêt pour le lien entre centres urbains et ethnicité à l'est et au sud-est de l'Oder et de la Leitha. Pourtant, une

confrontation plus nette entre les conditions (et les valorisations) passées et présentes de la « diversité culturelle » dans les villes de la région aurait contribué à mieux poser le cadre de ces articles. Après tout, peu de gens en 1938 auraient publiquement fait l'éloge de la variété des religions et des langues parlées à Varsovie, Danzig ou Riga. La variété culturelle et religieuse y existait bien, mais en règle générale les contemporains (notamment pendant l'entre-deux-guerres) la considéraient au mieux comme un embarras, au pire comme une menace à leur propre existence. À la fin du XX^e siècle, à peu d'exceptions près, la situation avait radicalement changé. Même dans les villes qui continuaient à afficher une grande diversité culturelle (Riga, Odessa ou Vilnius par exemple), un accord *de facto* sur l'hégémonie culturelle (c'est-à-dire sur la question de savoir « à quelle culture appartient cette ville ») avait été établi. C'est dans ce contexte bien moins « divers » que s'est développée une nostalgie pour le multiculturalisme. Mais il est vrai que cette question revient dans un grand nombre d'articles, en particulier lorsqu'ils abordent la question épineuse de la mémoire et de la commémoration du passé. Pour aller plus loin dans le contenu de l'ouvrage, nous examinerons trois articles sur les dix rassemblés afin d'avoir une idée générale des thèmes et des aspects communs du recueil.

La description de Budapest par Catherine Horel, « entre multiculturalité et identification nationale », offre une excellente vue d'ensemble de l'« histoire ethno-culturelle » de la ville de 1848 à nos jours. L'auteur admet que, même au XIX^e siècle, la diversité linguistique et culturelle de la ville était peu perceptible : à la fin du siècle, les juifs de Budapest étaient en grande partie assimilés, les Roms écartés de la société hongroise et les autres groupes à peine visibles. Cependant, sous cette surface magyar apparemment homogène, la diversité religieuse (luthériens, calvinistes, catholiques, juifs) était importante et l'intelligentsia slovaque et croate était bien représentée dans la ville. Après la Première Guerre mondiale, cette diversité fut sérieusement écornée par le gouvernement réactionnaire de l'ex-amiral Miklós Horthy. Par la

suite, la communauté juive fut presque réduite de moitié par les ravages de l'Holocauste. Après la guerre, Budapest conserva la plus importante communauté juive des villes d'Europe centrale et orientale bien que, sous le régime communiste, l'expression de l'identité religieuse et nationale juive fut considérablement limitée. Au XXI^e siècle, les juifs constituent encore le plus important groupe « non-magyar » (quelle que soit la définition qu'on en donne), même si la présence Rom, exagérée et diabolisée par l'extrême droite, demeure. C. Horel affirme qu'après 1989, Budapest s'est « globalisée », surtout grâce à l'arrivée d'immigrants asiatiques. C'est possible, mais pour qu'il y ait un véritable multiculturalisme, il faut qu'il y ait une volonté de partager les cultures ou au moins d'apprendre de l'autre et de le mettre en valeur. Ce n'est guère le cas entre la culture magyar et les immigrants asiatiques (ou même les Roms), à quelques exceptions près. En ce qui concerne la « globalisation », l'homogénéisation croissante de la culture populaire produit l'inverse du multiculturalisme : au lieu de la diversité, on ne trouve plus qu'une seule norme culturelle acceptée, caractérisée par différentes variantes d'« anglais » et des marqueurs culturels identiques, depuis « Hello Kitty » jusqu'au McDonald's. Comme le remarque C. Horel, en parlant du « profil multiculturel » de la Budapest de 1900 : « Elle ne l'a que peu regagné depuis 1989 » (p. 90).

Katrin Steffen commence son article sur Varsovie et ses divers habitants (« Polonais, Juifs, Russes, Allemands, Vietnamiens ») aux XIX^e et XX^e siècles avec le jugement surprenant de Ferdinand de Lesseps selon lequel, au début du XX^e siècle, la ville sera la plus importante d'Europe. Bien que cette prophétie ne se soit pas réalisée, depuis 1989 Varsovie est effectivement devenue la plus dynamique des capitales des nouveaux pays membres de l'Union européenne. Comme le souligne K. Steffen, sous le gouvernement russe, non seulement les Polonais et les juifs, mais aussi les Allemands et les Russes jouèrent un rôle important dans l'économie et la culture de la ville. Entre les deux guerres, Varsovie, comme bien d'autres villes, s'appauvrit, devint moins diverse et moins tolérante. La culture juive y

était néanmoins florissante et, en 1939, le *Kurier Warszawski* publiait même une série d'articles sur « la Varsovie exotique » (p. 129), qui ne traitaient pas des juifs mais des Perses, des Arméniens et des Chinois. Après la destruction presque complète de Varsovie au cours de la Seconde Guerre mondiale, la diversité ethnique et religieuse était à peine visible dans la ville (et peu prise en compte des dirigeants communistes). Un monument aux combattants du ghetto fut toutefois construit en 1948, mais il se trouva bientôt entouré par des immeubles d'habitation en béton du style « cage à lapins » qui ne rappelaient en rien le passé juif du site. Après 1989, écrit K. Steffen, Varsovie est devenue dans une certaine mesure un « nouveau carrefour entre Est et Ouest ». Peut-être, mais avec le développement de relations commerciales plus normalisées avec l'Ukraine et la disparition des frontières économiques avec l'entrée dans l'Union européenne, moins d'étrangers viennent désormais faire affaires à Varsovie. Même la communauté vietnamienne semble se « poloniser » dans la dernière génération. Un polonais d'origine africaine est aujourd'hui membre du Sejm et il arrive souvent que les femmes de ménage soient originaires d'Ukraine ou de Moldavie. Mais on peut douter du fait que ces phénomènes soient vraiment comparables au riche (quoique problématique) multiculturalisme du passé.

Danzig/Gdansk est peut-être la moins multiculturelle, au sens traditionnel du terme, des villes dont il est question dans cet ouvrage. Pourtant, l'article riche en enseignements de Thomas Serrier nous montre que même une ville presque exclusivement allemande, puis presque exclusivement polonaise (depuis 1944), peut être l'objet de frictions majeures et de revendications nationales concurrentes. T. Serrier décrit en détail les institutions (allemandes et polonaises) qui furent résolument consacrées à prendre (ou « reprendre ») « leur » ville. Leurs lectures partiales et leur institutionnalisation de la mémoire ne sont que trop connues de ceux qui sont familiers de l'histoire de l'Europe centrale et orientale. Et ces politiques mémorielles se poursuivent jusqu'à aujourd'hui, comme le montre T. Serrier lorsqu'il parle des polémiques récentes entre les jumeaux Kaczynski et l'actuel premier

ministre Donald Tusk à propos de l'engagement supposé du grand-père de ce dernier dans la Wehrmacht. Il est clair que l'épée du multiculturalisme peut frapper dans les deux sens, même de nos jours.

Pour résumer, il s'agit d'un recueil passionnant et plein d'enseignements pour les spécialistes de la région, les historiens spécialisés en histoire urbaine et tous ceux qui s'intéressent aux relations ethniques et culturelles dans le contexte urbain.

THEODORE R. WEEKS

Traduction de CÉCILE D'ALBIS

Christoph Mick

Kriegserfahrungen in einer multiethnischen Stadt: Lemberg 1914-1947

Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2010, 632 p.

La publication de la thèse d'habilitation de Christoph Mick dans la collection de l'Institut historique allemand de Varsovie était attendue avec impatience par tous ceux qui connaissent les travaux de l'auteur sur cette ville au passé mouvementé. C'est une somme qui vient couronner de longues années de recherches couvrant des archives géographiquement dispersées. Il y a là une étude intéressante non seulement pour les spécialistes de l'Europe de l'Est au xx^e siècle, mais tout autant pour ceux qui connaissent les problématiques des villes en guerre pendant les deux conflits mondiaux en Europe de l'Ouest et qui peuvent, avec le travail de C. Mick, accéder à une comparaison Est-Ouest encore beaucoup trop rare.

C. Mick organise son analyse autour des sept changements de régime (*Herrschaftswechsel*) qui ont touché la ville de Lemberg (Lvov) au cours de la période étudiée. Après une brève esquisse de la population et du mode d'administration de la ville en tant que composante de l'empire austro-hongrois avant 1914, il décrit la prise par les Russes au début de la Première Guerre mondiale, en septembre 1914, la période qui suivit comme ville d'arrière-front, la reprise par les Austro-Hongrois en juin 1915 et la continuation de la guerre et de ses privations, toujours à relative

proximité du front. Suite à cette expérience de ville en guerre, nous sommes plongés dans la période complexe de l'entre-deux-guerres pendant laquelle la ville de Lemberg se trouve au croisement des revendications des jeunes nationalismes polonais et ukrainiens. Après s'être intéressé au coup d'État ukrainien de novembre 1918 et à la guerre polono-ukrainienne qui suivit, C. Mick insiste sur la compétition des mémoires nationales qui sous-tend la période de la Deuxième République polonaise. L'occupation soviétique en septembre 1939, puis la prise par la Wehrmacht en juillet 1941, marquent le retour de la ville en guerre, mais inaugurent aussi l'expérience directe de l'extermination de sa population juive. Le livre se termine sur les conséquences de la reprise soviétique en juillet 1944 avec la soviétisation de Lemberg et l'exode de la population polonaise.

L'auteur énonce en introduction quatre hypothèses qui sous-tendent l'intégralité de son travail, même si on aurait pu imaginer les voir ressortir plus clairement dans les chapitres suivants. Premièrement, l'ethnicité et l'appartenance confessionnelle auraient « joué à Lemberg le rôle décisif dans la constitution d'expériences différentes de la guerre » ; deuxièmement, le régime politique ou d'occupation sous lequel la ville se trouvait à un moment donné aurait « formé le cadre dans lequel les relations interethniques, sociales et politiques pouvaient se construire » ; troisièmement, les périodes d'après-guerre auraient été moins marquées par la reconstruction matérielle que par le « débat conflictuel autour de la bonne analyse de l'expérience de guerre qui se manifesta dans des cultures mémorielles concurrentes » ; quatrièmement, « les expériences de la Première Guerre mondiale et du conflit polono-ukrainien de 1918-1919 auraient profondément marqué les perceptions et manières d'agir de la Seconde Guerre mondiale » (p. 10-11).

Ce travail combine plusieurs champs de recherche, ce qui lui donne tout son intérêt. Tout d'abord, cette recherche a été menée dans le cadre du programme « *Kriegserfahrungen, Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit* » à l'université de Tübingen et il profite pleinement des avancées considérables qui y ont été

opérées dans la théorisation de l'expérience de guerre, en partant de la sociologie du savoir de Peter Berger et Thomas Luckmann et en intégrant les catégories de réflexion de Reinhart Koselleck. Malgré l'importance du concept halbwachsien de « mémoire collective » dans cette approche, elle n'a, jusqu'ici, eu que très peu d'échos en France et la lecture du travail de C. Mick montre une fois de plus l'intérêt qu'elle pourrait revêtir pour la communauté des chercheurs travaillant sur les guerres à l'époque contemporaine en France. Écrire sur Lemberg entre 1914 et 1945, c'est également, pour C. Mick, travailler à une histoire urbaine, histoire d'une ville avec ses structures et ses rapports de pouvoir ainsi que ses différentes populations, vues tour à tour sous l'angle confessionnel, ethnique et social. C'est enfin se consacrer à une histoire de la construction nationale en Europe de l'Est, avec ses enjeux mémoriels propres.

Pour relever le défi de l'écriture de l'histoire d'une ville sous tous ces angles, C. Mick est obligé de diversifier ses sources. Il résume en introduction les principaux types de documents mobilisés, mais ce que l'on retient surtout de son ouvrage, c'est le travail minutieux sur les archives administratives de l'époque et sur la presse. Les ego-documents sont plus rares, avec l'exception notable du fonds très riche de témoignages juifs recueillis tout de suite après le pogrom de 1919 par un comité d'entraide juive.

À l'aide de ce croisement des sources, C. Mick parvient à donner un récit qui fourmille de détails. Par exemple, dans le chapitre concernant les conséquences démographiques de la Première Guerre mondiale, il mène une réflexion très fine sur la signification des statistiques d'appartenance confessionnelle, prenant en compte non seulement les sondages d'époque, mais également les données concernant les conversions et les mariages entre groupes confessionnels.

Les conclusions comparées à travers toute la période sont malheureusement trop rares ; la richesse du matériau aurait pourtant permis d'en tirer davantage. Quand on les trouve, elles sont passionnantes mais brèves : la comparaison des pratiques russes/soviétiques d'occupation entre la Première et la Seconde

Guerre mondiale qui tient en une phrase ou alors le verdict sur l'expérience de la Première Guerre mondiale (« Le quotidien de la guerre avait tendance à effacer les frontières ethniques face à l'expérience commune de manque et de souffrance. Ce sont là les groupes sociaux qui constituent le cadre d'expérience sociale », p. 181).

Si, dans le corps de son ouvrage, C. Mick est relativement réticent à tirer de grandes conclusions de son travail et à esquisser des perspectives comparées, il est cependant évident que de multiples pistes s'ouvrent dans ce sens. Deux exemples seulement : la ville de Lemberg connu une grande pénurie de vivres pendant la Première Guerre mondiale, aussi bien pendant la période d'occupation russe qu'au retour des Austro-Hongrois, à partir de l'été 1915. Les conditions matérielles de la vie sous occupation allemande dans le Nord de la France à la même époque ont été largement explorées (dernièrement par Philippe Nivet¹), mais l'accent est généralement mis sur les moyens individuels de survie ou les organisations internationales comme la Commission for Relief in Belgium. Ce qui est frappant dans l'analyse de C. Mick concernant Lemberg, c'est le dynamisme présent au niveau de l'administration de la ville, que ce soit à travers la création des *Volksküchen*, sorte de soupes populaires qui, en 1915, dispensaient près de 50 000 repas par jour et nourrissaient à certains moments autour de 25 % de la population, ou l'achat massif de denrées par la ville pour pouvoir les revendre à un prix subventionné. Ce type d'initiative est-il particulier à Lemberg ou s'agit-il d'une dimension jusqu'à maintenant sous-explorée pour le front de l'Ouest ?

L'attention particulière de C. Mick à la composition de la population de la ville fait également de son travail un livre sur la population juive de Lemberg, laquelle passe de 28 % des habitants en 1914 à l'extermination presque complète sous l'occupation nazie. Il analyse finement le positionnement des juifs dans les conflits identitaires et mémoriels entre Polonais et Ukrainiens et étudie les migrations importantes de populations juives suite à l'invasion allemande de la moitié ouest de la Pologne en 1939. Il y aurait un grand intérêt à comparer ces méthodes et résultats

avec un autre livre récent sur la population juive d'une ville pendant la Seconde Guerre mondiale : le travail innovant de Nicolas Mariot et Claire Zalc sur Lens².

En somme, on ne saurait trop conseiller la lecture attentive de cet ouvrage important, précisément dans le sens où Marc Bloch appelait à lire sur des terrains éloignés « non seulement des manuels généraux, mais aussi, s'il est possible, des monographies détaillées [...] : elles sont à l'ordinaire singulièrement plus vivantes et plus nourries que les vastes précis³ ».

FRANZISKA HEIMBURGER

1 - Philippe NIVET, *La France occupée, 1914-1918*, Paris, Armand Colin, 2011, en particulier p. 150-185.

2 - Nicolas MARIOT et Claire ZALC, *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2010.

3 - Marc BLOCH, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *L'histoire, la guerre, la Résistance*, Paris, Gallimard, [1928] 2006, p. 548-580.

Eszter B. Gantner

Budapest-Berlin. Die Koordinaten einer Emigration, 1919-1933
Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2011,
264 p.

La conception de Berlin comme ville cosmopolite est devenue une part importante du mythe des « années folles » dans les années 1920, une époque où Berlin était décrite par ses contemporains comme une métropole dont l'effervescence culturelle faisait l'égalité des autres grandes villes du monde. Le caractère cosmopolite de Berlin n'était pas tant dû à sa démographie – en 1925, seulement 2,39 % de la population de la ville sont des citoyens étrangers – qu'à son attrait pour des intellectuels et des artistes venus de pays étrangers. Berlin attirait en particulier les intellectuels d'Europe centrale et de l'Est, dont une grande partie avait été forcée de quitter leur pays suite à des événements politiques : l'importante communauté d'émigrés russes à Berlin, qui avaient fui la révolution d'Octobre, est un cas

bien connu. Un groupe moins étudié mais qui a également contribué de manière significative à l'atmosphère d'effervescence intellectuelle des années 1920 était celui des Hongrois, qui formaient l'une des plus grandes communautés d'étrangers dans la ville : en 1925, plus de 6 000 Hongrois vivaient à Berlin, dont beaucoup avaient fui la « Terre blanche » qui avait succédé, en août 1919, à la chute du bref régime communiste de Béla Kun. Parmi eux se trouvaient des penseurs et des artistes d'importance, qui ont contribué à donner forme à la modernité hongroise et ont poursuivi, après leur émigration, leurs contributions dans le champ culturel, comme Georg Lukács, Karl Polanyi, Karl Mannheim et László Moholy-Nagy. Ces intellectuels choisirent des genres différents pour énoncer leurs idées mais – comme le soutient l'auteur de ce livre – ils peuvent être considérés comme un groupe : ils partageaient des opinions progressistes, leurs vies se sont souvent croisées lors de différentes initiatives activistes, leurs parcours éducatifs étaient similaires et beaucoup d'entre eux étaient d'origine juive.

Dans son examen des « coordonnées » de la vie intellectuelle des juifs progressistes avant et après leur émigration de Hongrie pour Berlin après 1918, Eszter Gantner s'écarte des points communs qui font de ces individus un groupe. Son livre, qui est tiré d'une thèse, est une tentative de reconstruire la biographie de ce groupe et de retracer leurs mouvements en Hongrie (principalement à Budapest), de la Hongrie à Berlin, puis dans Berlin. Les espaces sociaux et physiques au sein desquels ces intellectuels se retrouvaient, interagissaient, communiquaient et formulaient leurs idées jouent un rôle important dans cette étude. En se concentrant sur les intellectuels d'origine juive, elle apporte une contribution à la question complexe de l'identité juive dans la Hongrie de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle : à cette époque, l'élite éduquée de la population juive hongroise suivait en grande majorité une stratégie d'assimilation à la culture bourgeoise hongroise, et a grandement contribué en cela à donner forme à la modernité hongroise. Dans le même temps, cette période s'est caractérisée par l'émergence d'un antisémitisme racialisé, qui rendait l'assimila-

tion toujours plus difficile. E. Gantner montre comment les intellectuels de son groupe négociaient le fait d'être juif – tout comme d'ailleurs celui d'être hongrois – et pourquoi nombre d'entre eux épousèrent les idées radicales (progressistes). Cette tendance conduisit les cercles conservateurs et antisémites en Hongrie à dénoncer la modernité et le socialisme comme des idées juives. Pourtant, les intellectuels en question ne se percevaient souvent pas comme juifs, mais comme des intellectuels cosmopolites de gauche.

E. Gantner parvient admirablement bien à dépeindre le milieu social dans lequel ils évoluaient, en Hongrie et plus tard à Berlin. Elle décrit en détail les principaux lieux organisateurs et réseaux d'activité intellectuelle à Budapest et à Berlin. Elle avance, de manière convaincante, que pour comprendre les activités et les stratégies d'adaptation des émigrés intellectuels à Berlin, il convient de prendre en compte leurs réseaux et leur interaction à Budapest, ainsi que leur rapport à la situation politique de la Hongrie. Elle discute également en détail les voies suivies par les émigrants, qui passaient souvent par Vienne, un autre lieu de référence majeur pour les intellectuels hongrois. Le choix de Berlin comme destination finale d'émigration était également conditionné par les liens culturels et sociaux préexistants formés entre les deux capitales avant 1914. Berlin était un modèle important pour les élites en voie de modernisation de Budapest, en compétition avec le centre impérial qu'était Vienne après l'*Ausgleich* de 1867 et la formation de Budapest comme ville unifiée en 1873. En ce qui concerne l'adaptation des émigrants à leur nouvel environnement, E. Gantner fournit des preuves supplémentaires de l'importance capitale des réseaux. En se concentrant sur les biographies de cinq personnages emblématiques et en présentant leurs activités avant et après leur émigration, l'auteur offre une illustration vivante d'une situation d'ensemble. Leurs histoires révèlent la manière dont les intellectuels progressistes se sont reconstruits un espace social dans des conditions difficiles et dont ils sont restés loyaux à leurs idées même après l'émigration. Les cinq personnages (László Péri, Edit Gyömrői, Jolán Szilágyi,

Gyula Lengyel et Béla Balázs) sont présentés comme étant représentatifs du groupe dans son entier : ils provenaient de milieux sociaux différents mais leurs parcours à travers les cercles progressistes jusqu'à l'émigration passèrent par les mêmes étapes et les mêmes conjonctures. Ils appartenaient à la même génération et avaient été formés par les mêmes expériences historiques. Avec cet échantillon d'études de cas, E. Gantner cherche à mettre en avant le concept de « diversité » pour rendre compte de l'histoire des juifs d'Europe centrale, par opposition à la prédominance accordée aux élites juives dans les travaux de recherche. Cependant, le choix que fait l'auteur de se concentrer sur des intellectuels progressistes va à l'encontre de ses propres intentions, puisqu'aucun juif pauvre ou sans éducation n'entre dans son récit.

L'auteur réussit à présenter un tableau intéressant, qui fournit un aperçu des vies des intellectuels hongrois, principalement d'origine juive et de tendance progressiste, à la fois à Budapest et, après 1918, à Berlin. Cependant, la force de ce livre est aussi son point faible : il est principalement de nature descriptive et n'approfondit que rarement l'analyse. On pourrait se demander quelle est la problématique de recherche que les auteurs ont cherché à résoudre. Cela est tout particulièrement visible lorsque le livre discute les lieux sociaux de l'activité intellectuelle à Budapest et à Berlin. La description qui est livrée de ces organisations et de ces institutions fournit des informations utiles, mais l'auteur omet de lier ces lieux entre eux et d'expliquer leur développement. Les réseaux entre les protagonistes de l'histoire sont mentionnés mais ne sont pas examinés de manière systématique. En général, le lien entre événements historiques de grande envergure et histoires concrètes reste sous-exploité. La Première Guerre mondiale par exemple, et ses effets sur les intellectuels de Hongrie, est à peine évoquée. Ce problème apparaît d'autant plus dans la partie portant sur l'émigration : on ne trouve que peu de discussions de la manière dont l'évolution historique générale en Allemagne et en particulier à Berlin a affecté les espaces sociaux d'activité des émigrants. Le discours du livre est par conséquent assez éparé et anecdotaire :

l'auteur offre des informations utiles par endroits, elle présente des vies et des pensées intéressantes, mais elle ne parvient pas à lier entre elles ces histoires. Ce problème pourrait s'expliquer par la structure même du livre : ce n'est qu'à la page 156 que commence la discussion sur l'émigration alors que celle-ci est, on peut le présumer, au centre du livre. L'auteur consacre plus d'encre à la description du climat culturel en Hongrie, de la situation de la population juive et des organisations progressistes avant 1914 qu'aux coordonnées de l'émigration.

Il est difficile de résumer ce livre. D'un côté, il offre des informations utiles sur des organisations et des personnes peu connues. Il comprend également une discussion différenciée des ressorts complexes des identités juives dans la Hongrie d'avant 1914. Ce livre intéressera les chercheurs qui étudient l'histoire juive en Europe centrale et orientale, et l'histoire de Berlin dans les années 1920. Cependant, il ne parvient pas à élargir son propos et laisse beaucoup de questions sans réponse, surtout du point de vue de l'histoire de l'émigration. Les coordonnées de l'émigration ne sont pas suffisamment mises en relation entre elles : elles sont présentées de manière isolée. Le fait que le livre se termine abruptement (sur une discussion de l'école ouvrière marxiste MASCH) est révélateur. Tout se passe comme si l'auteur n'était pas entièrement sûr de quelle histoire raconter. C'est dommage, car la matière rassemblée dans le livre indique la richesse de ce récit.

ULF BRUNNBAUER

Traduction de VALENTINE LEÏS

**Henri Minczeles, Yves Plasseraud
et Suzanne Pourchier**

Les Litvaks. L'héritage universel d'un monde juif disparu

Paris, La Découverte, 2008, 321 p.

Les Litvaks, c'est-à-dire les juifs originaires de la « Litvakie », un territoire circonscrit par la Lettonie au nord, la Russie à l'est, la Galicie au sud et la Pologne à l'ouest, sont l'une des branches les plus importantes et les plus

célèbres du monde juif est-européen. Affaiblis par l'émigration et l'assimilation à la fin du XIX^e siècle, les Litvaks furent ensuite presque totalement éradiqués de leur terre natale au cours de la Shoah. Cet ouvrage propose une histoire politique, sociale et culturelle des Litvaks en « Litvakie » et une évaluation de leur influence dans le monde depuis l'anéantissement de la plus grande partie de la culture litvak dans les années 1940. Histoire culturelle d'une part, vaste éloge d'un monde disparu de l'autre, cet ouvrage mérite de capter un large lectorat.

Le sous-titre de l'ouvrage évoque ses deux objectifs : d'un côté, il propose de définir et de décrire le passé du monde litvak disparu, de l'autre de présenter l'héritage universel de cette culture. Un peu comme le *Jewish Bialystok and its Diaspora* de Rebecca Kobrin¹, cette enquête traite à la fois de la formation de la culture litvak dans le territoire dont elle est originaire et de l'impact de cette culture (et des individus qui la constituent) à travers le monde. Les auteurs ont déjà publié plusieurs ouvrages sur l'histoire juive de cette région et sont familiers des formes de la vie et de la culture juive. Cependant, on ne peut pas dire qu'il s'agit d'un livre de spécialistes : il ne cite en effet aucune source écrite dans des langues juives, en polonais ou en russe, et l'on n'y trouve qu'une seule référence en lituanien. Il s'agit donc d'une excellente introduction sur le sujet, d'un recueil utile d'informations sur cette importante branche du peuple juif, mais qui s'adresse à un large public.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première couvre l'histoire des Litvaks et de leur terre natale en Lituanie. Les auteurs remontent jusqu'au XIII^e siècle et même plus haut, évoquent les Baltes, les tribus finno-ougriennes (Prutènes), la Hanse et l'*Ordenstaat* allemand, pour en arriver à Mindaugas et à Gediminas (le fondateur de la ville de Vilnius en 1323). Ils retracent la *République des deux nations* polono-lituanienne et l'autonomie juive en son sein, puis la dissolution du système de la *Rzeczpospolita* aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'incorporation de la « Litvakie » dans l'empire russe et les efforts des Russes pour mettre en œuvre une politique cohérente vis-à-vis des juifs. Les chapitres suivants traitent de l'ère

des idéologies politiques modernes, en particulier de l'essor du nationalisme chez les Litvaniens et les Lettons et du développement de mouvements politiques juifs comme le sionisme et le Bund. Les deux derniers chapitres couvrent la période de l'entre-deux-guerres, entre le moment où les Litvaks se trouvèrent dispersés entre plusieurs pays (la Lituanie, le Bélarus soviétique, la Pologne et la Lettonie) et la Shoah.

Ce rapide survol historique a l'avantage d'être à la fois très facile d'accès et exhaustif à sa manière, puisqu'il suit les traces des Litvaks de Riga jusqu'à Minsk et Kovna. Mais parce qu'ils se fondent presque exclusivement sur des sources écrites en français, les auteurs ne tiennent pas suffisamment compte des recherches récentes. On trouve aussi un certain nombre d'erreurs : *rotuses* ne veut pas dire « place du marché » en lituanien (p. 57). Il semble très improbable que des populations ne faisant pas partie de l'élite aient pu être influencées par les idées de la Révolution française. La population de Vilna/Vilnius était presque certainement juive à plus de 30 % au milieu du XIX^e siècle (aucune source n'est donnée concernant cette statistique). L'industrialisation n'a pas eu lieu dans l'empire russe « à partir des années 1860 ». Serge Witte n'est devenu ministre que dans les années 1890. Les auteurs exagèrent largement la vigueur et la détermination de la « russification ». L'armée allemande ne s'appelait pas la Reichwehr au cours de la Première Guerre mondiale. L'antisémitisme dans la Vilna/Wilno de l'entre-deux-guerres n'était pas aussi fort ni omniprésent que l'affirme l'auteur. Un million de Polonais ne furent pas expulsés de Vilnius et sa région, ni en 1939, ni même lors des « rapatriements » de l'après-guerre. Enfin, même si le cas de Jedwabne n'est pas absolument unique, il est assez exceptionnel, contrairement aux assauts massifs contre les juifs dans la campagne lituanienne à la suite de l'attaque nazie de juin 1941, qui ne sont pas mentionnés. Certaines de ces erreurs peuvent être attribuées à des problèmes d'espace, d'autres au fait de n'avoir pas pris assez en compte l'historiographie récente. Cependant, elles sont toutes regrettables, parce qu'elles affaiblissent la valeur de l'ouvrage en tant qu'introduction à ce sujet important.

Dans la deuxième partie consacrée à la culture, les auteurs sont sur un terrain plus solide. On y traite de la spiritualité juive litvak, du Gaon de Vilna jusqu'à Emmanuel Levinas. Deux chapitres sont consacrés aux langues hébraïque et yiddish, à leur littérature ainsi qu'à leurs auteurs, tels que Mendele, Moshe Kulbak et le groupe Yung Vilne. Les penseurs litvak et les politiciens du socialisme et du nationalisme juif ne sont pas oubliés. Moins bien connues et donc d'autant plus bienvenues sont les sections concernant les Litvaks actifs dans les domaines scientifiques (le plus souvent émigrés) et les artistes litvak à Vilna, Paris et ailleurs.

La dernière partie du livre traite de ce qu'il reste de la « Litvakie » après la Shoah. Cela va des communautés contemporaines vivant en Lituanie, en Lettonie, au Bélarusse et ailleurs, jusqu'aux politiques de commémoration (et d'oubli) menées dans ces pays. L'héritage litvak se manifeste aussi à travers les descendants de ce groupe, depuis Abe Cahan à New York à Shimon Peres en Israël, mais aussi à travers des Litvaks (et leurs descendants) moins connus à travers le monde. Une attention particulière est donnée à l'Afrique du Sud, où la communauté juive est à une écrasante majorité litvak, mais aussi à des destinations d'émigration moins connues, tels que Harbin, Shanghai, la France et l'Amérique du Sud. Les pages qui concernent les « grandes figures litvaks de France » sont particulièrement intéressantes. Cette dernière partie est truffée d'anecdotes remarquables et étonnantes qui révèlent l'existence de l'influence litvak dans des lieux parfois inattendus.

Ce livre constitue une bonne introduction pour tous ceux qui s'intéressent au monde englouti des juifs lituaniens. Bien qu'il ne s'adresse pas à un public de spécialistes, il peut toutefois constituer un accès utile sur le monde à la fois fascinant et disparu des juifs de Lituanie, sur leur histoire, leur culture et leur héritage.

THEODORE R. WEEKS
Traduction de CÉCILE D'ALBIS

1 - Rebecca KOBRIN, *Jewish Bialystok and its Diaspora*, Bloomington, Indiana University Press, 2010.

Frédéric Rousseau

L'enfant juif de Varsovie.

Histoire d'une photographie

Paris, Éd. du Seuil, 2009, 265 p. et 8 p. de pl.

Dans son ouvrage, Frédéric Rousseau se propose de retracer l'histoire et les migrations de la célèbre photographie du garçon aux mains levées, prise à Varsovie en 1943, devenue par la suite une « image icône » de la Shoah. Ce cliché, maintes fois reproduit, recadré et mis en intrigue au fil de différents contextes de lecture, permet de mesurer sur un temps long les scansion de la mémoire, les évolutions dans la perception de l'événement, la nature changeante du commerce symbolique et social que nos sociétés entretiennent avec les images.

Sur les traces du livre de Richard Raskin¹, la première partie de l'ouvrage a le grand mérite de revenir au « document source », d'éclairer le contexte d'enregistrement de la photographie en la re-situant dans sa série d'origine. Elle figurait dans l'album constitué par le général SS Jürgen Stroop qui l'intégra au rapport remis à Heinrich Himmler et Friedrich Krüger afin de rendre compte de la répression de l'insurrection des combattants juifs et de la liquidation du ghetto de Varsovie dont il dirigea les opérations entre le 19 avril et le 16 mai 1943. La plupart des cinquante-quatre clichés réunis et légendés fut donc prise à l'initiative du général SS par un ou plusieurs photographes officiellement mandaté(s) et chargé(s) de suivre les opérations et les déplacements de Stroop dans le ghetto. Ainsi, la vocation première du reportage photographique fut d'assurer la promotion de sa criminelle entreprise. Toutefois, certaines images de l'album (celles notamment de deux hommes dénudés, dont l'un se trouve affecté d'une forte scoliose) pourraient n'avoir pas été enregistrées au printemps 1943. À cet égard, F. Rousseau rappelle que le doute plane aussi, depuis la fin des années 1970, sur le cliché de l'enfant juif. La célébrité de la photographie eut en effet pour conséquence de multiplier les entreprises d'identification du *ghetto boy*, donnant lieu à des datations et à des récits variés sur les conditions de la prise de vue

(celui de Tsvi Nussbaum notamment qui, en 1982, crut se reconnaître sur la photo, affirmant qu'elle fut prise lors de son arrestation en juillet 1943 devant l'hôtel Polski de Varsovie situé en dehors du ghetto). Si F. Rousseau n'apporte pas de démenti formel à ces revendications, son analyse approfondie du cliché et son expertise critique (présence à l'image du SS Joseph Blösche, date probable de remise du rapport à Stroop) renforcent de manière convaincante la thèse d'une photo prise en avril-mai 1943 dans le ghetto, juste avant sa liquidation. L'image de l'enfant de Varsovie appartiendrait donc bien au reportage photographique commandité par le général SS.

Précisément, le principal apport du livre tient à l'étude minutieuse du choix, de l'agencement et des légendes de ces différents clichés réunis dans les deux exemplaires survivants de l'album Stroop. En étudiant l'agencement de la série, en plaçant ces images et leurs légendes en regard avec le texte du rapport, l'auteur met au jour les éléments d'une mise en intrigue nazie de l'événement. Dans ce contexte, le cliché n° 14 sur lequel figure le « garçon du ghetto » jouerait toute sa place dans le dispositif narratif élaboré par Stroop. Seule photographie de l'album « à montrer des enfants dans une posture de prisonniers de guerre ou de criminels en état d'arrestation », elle aurait eu pour objet d'exalter « le dévouement admirable de ces troupes d'élite capables de surmonter l'inhumanité apparente de leur mission au nom de l'idéal nazi » (p. 85). En ce sens, toujours selon F. Rousseau, « la photographie de l'enfant (serait) aussi l'une des vues les plus nazies de l'album Stroop » (p. 88).

Mais si l'image photographique porte de manière irréductible la trace du regard qui s'est porté sur le sujet et le réel enregistrés, on connaît sa capacité à résister, à déjouer l'intention première du photographe, à recueillir des éléments gisants qui feront l'objet de dévoilements ultérieurs. Le premier retournement spectaculaire dans l'interprétation et les usages de la série s'opéra dès novembre 1946 lorsqu'une nouvelle version de l'album fut présentée par le procureur Robert Jackson dans le cadre du procès de Nuremberg. Réduit à dix-huit photographies sélectionnées, reclassées et ré-agencées, l'« album de Nuremberg »

vint servir un tout autre discours. Ce nouveau corpus qui regroupait les images soulignant « l'extrême violence de la chasse aux juifs pratiquée par les hommes de Stroop » (p. 108) transformait le « monument » à la gloire des liquidateurs nazis en pièce à charge dans les mains de l'accusation. Ainsi l'album Stroop apparaît-il bien comme un jeu de « cartes à jouer » où les photographies furent « sans cesse battues, rebattues, sélectionnées et disposées, exposées selon un ordre choisi pour servir le récit de tel ou tel utilisateur » (p. 229). Mais si la photographie de l'enfant figurait dans l'« album de Nuremberg », elle n'était pas affectée d'une valeur singulière et ne fut d'ailleurs pas présentée au tribunal. Le cliché n'avait pas conquis son autonomie par rapport à la série d'origine. Et c'est à la lente assumption de cette image en symbole multi-usages qu'est consacrée la seconde partie du livre de F. Rousseau.

L'auteur tente d'articuler le destin de la photographie n° 14 aux principaux jalons d'une histoire de la mémoire largement balisée (les étapes de la construction progressive de la « Shoah » comme événement distinct dans la Seconde Guerre mondiale, puis son entrée dans l'ère de la « banalisation »). À cet égard, les pages consacrées au film *Nuit et Brouillard* qui inaugura l'introduction discrète du cliché dans l'espace public ne sont guère convaincantes. L'historien y reprend les éléments de la doxa sur le film sans s'interroger sur ce qui constitue précisément l'un de ses paradoxes : qu'une œuvre de commande sur le système concentrationnaire, réalisée en 1955, dans une période encore dominée par l'hégémonie mémorielle du déporté résistant, ait exhumé des photographies et des plans se rapportant aux étapes de la persécution et de l'extermination des juifs et des Tziganes. Dans un geste où l'intuition précède le savoir, Alain Resnais contribua à fixer dans l'imaginaire collectif la photographie de l'enfant du ghetto qu'il découvrit à l'Institut historique juif de Varsovie. En se contentant de reproduire le « prêt à penser » sur *Nuit et Brouillard*, F. Rousseau manque l'occasion de suivre les premiers déplacements – géographiques, mémoriels et symboliques – de son sujet d'étude.

Dans la suite de l'ouvrage, l'auteur relève, toujours sur les brisées de R. Raskin, les principales apparitions et recadrages du cliché n° 14, depuis la sortie en 1960 du livre de Gerhard Schoenberner, *Der gelbe Stern*², qui lança l'image agrandie du *ghetto boy* dans l'espace mémoriel allemand, en passant par l'accession du cliché au rang d'icône de la Shoah dans les années 1980. Il termine l'inventaire sur le phénomène de banalisation des dernières décennies qui inaugura la décontextualisation du cliché de l'enfant, devenu « étalon victimaire », enrôlé comme symbole dans l'évocation d'autres événements (crimes du stalinisme, massacre de Srebrenica, désengagement israélien dans la bande de Gaza). Et l'auteur de conclure, non sans raison : « l'image de l'enfant est aujourd'hui si impérieuse qu'elle impose à tous l'arrêt de la pensée » (p. 236).

Pourtant, la démonstration aurait été plus solide si F. Rousseau avait accompagné son décompte des apparitions de l'enfant d'une véritable analyse et étudié, dans leur spécificité, les supports de reproduction et de transfiguration du célèbre cliché. L'œuvre du peintre Samuel Bak ou le court-métrage *Hands up* de Mitko Panov ne relèvent ni des mêmes logiques, ni des mêmes enjeux, ni des mêmes temporalités que les couvertures d'ouvrages réédités, les manuels ou les jaquettes de DVD, soumis aux réflexes conditionnés des concepteurs graphiques. On aurait enfin aimé que l'auteur nous livre sa réflexion sur les qualités propres de cette photographie qui lui permirent justement de se singulariser, de se détacher de sa série d'origine pour accéder au rang d'icône et de surface de projection symbolique. Car, comme le montrent Susan Sontag, et plus récemment Michel Lucken³, le processus d'élection de certaines images au rang d'« icônes » obéit aussi à une grammaire dont il convient de définir et d'éclairer les règles.

Sylvie Lindeperg

1 - Richard RASKIN, *A Child at Gunpoint: A Case Study in the Life of a Photo*, Aarhus, Aarhus University Press, 2004.

2 - Gerhard SCHOENBERNER, *L'étoile jaune. Le génocide juif en Europe, 1933-1945*, trad. par

C. Duquenne, Paris, Presses de la Cité, [1960] 1982.

3 - Michel LUCKEN, 1945, *Hiroshima. Les images sources*, Paris, Hermann, 2008.

**Hans Henning Hahn,
Heidi Hein-Kircher
et Anna Kochanowska-Nieborak (éd.)**
Erinnerungskultur und Versöhnungskitsch
Marbourg, Verlag Herder-Institut, 2008,
VII-318 p.

Culture mémorielle et kitsch de la réconciliation, tel est le titre de cet ouvrage collectif réunissant en tout et pour tout vingt-et-une contributions. Dans la longue introduction conceptuelle et méthodologique, les éditeurs situent leur projet dans le vaste courant de la recherche internationale qui, depuis une trentaine d'années, a pris pour objet les lieux de mémoire, les cultures mémorielles, l'invention de traditions ou encore les communautés d'imaginaire. Dans cette lignée, le présent ouvrage pose en toute logique la question des artifices et des effets construits inhérents à toute politique de réconciliation et replace dans la durée l'usage de cette notion dans le cadre de relations bilatérales entre pays autrefois ennemis. Dans cette mise au point passionnante par le nombre de perspectives qu'elle ouvre, les auteurs rappellent la forte empreinte religieuse et théologique du concept de réconciliation et insistent sur son caractère intime et par nature dynamique, qui devrait *a priori* rendre impossible tout discours officiel présentant la réconciliation comme un état acquis.

Délibérément polémique, l'expression « kitsch de la réconciliation » fut lancée, tel un pavé dans la mare, dans les débats germano-polonais par le journaliste et politologue Klaus Bachmann, à l'occasion d'un article publié dans le *taz* en 1994. Reproduit ici et suivi d'un commentaire critique rétrospectif de l'auteur, cet article constitue un rappel vivant du contexte du début des années 1990 et permet de réfléchir avec lui à « ce qui demeure, dix ans après », de son intuition. K. Bachmann admonestait les acteurs et les commentateurs politiques de l'immédiat après-1989 en rappelant que « la réconciliation ne peut se faire qu'à l'initiative de la Pologne. Si chaque crédit,

chaque échange scolaire, chaque acte politique entre la Pologne et l'Allemagne est présenté en Allemagne comme de la réconciliation, alors c'est du kitsch de réconciliation » (p. 17).

De fait, la provocation ne manqua pas son effet à l'époque, à en juger par la vivacité des réactions, mais surtout par l'emploi devenu courant de ce sarcasme dès lors qu'il s'agit d'interroger le caractère excessivement ritualisé, superficiel, répétitif et, au bout du compte, inauthentique de certaines mises en scène de réconciliation. De ce point de vue, le « kitsch de la réconciliation » n'est évidemment pas réservé au champ germano-polonais, même si le présent ouvrage, conçu par des spécialistes de cette relation bilatérale, se concentre fortement sur des exemples germano-polonais. Seuls trois articles ouvrent respectivement à une comparaison ponctuelle avec la gestion mémorielle de la guerre civile espagnole, à une analyse des tensions mémorielles russo-baltes persistantes et à un essai comparatiste plus ample sur les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France, en Pologne, dans le monde tchèque, en Allemagne et aux Pays-Bas. L'approfondissement rapide du rapprochement germano-polonais après 1989, qu'accompagne la mise en œuvre d'un transfert de modèle, puisé notamment à l'expérience franco-allemande, put effectivement prêter le flanc à ce type de critiques. Est-ce un hasard si la messe dite « de la réconciliation », célébrée à Krzyzowa le 12 novembre 1989, trois jours après la chute du Mur, par le Premier ministre Tadeusz Mazowiecki et le chancelier Helmut Kohl, et notamment le baiser de paix échangé par les deux hommes, rappelèrent sur bien des points la messe de Reims unissant Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, ainsi que l'accolade célèbre des chefs d'États français et allemands après la signature du traité de l'Élysée de 1963 ?

L'ouvrage est construit en trois parties égales. La première est consacrée au faisceau de liens unissant et distinguant tout à la fois « la réconciliation et la mémoire ». Suit une série d'articles qui analysent le traitement particulier dans et par la littérature de la thématique de la réconciliation. La dernière partie aborde plus spécifiquement les politiques de la mémoire. Derrière ces trois rubriques géné-

rales se cache une grande variété de cas et d'approches, conférant à l'ouvrage un caractère quelque peu kaléidoscopique. La première partie, la plus cohérente, questionne l'inévitable dimension politique de la mémoire et interroge de façon stimulante les effets produits par toute appréhension normative. Kornelia Konczal va jusqu'à évoquer la « malédiction de la bonne action », tandis que Valentin Rauer scrute la relation particulière qu'entretiennent « kitsch et trauma » au sein des rituels de réconciliation.

Les études littéraires de la deuxième partie présentent l'analyse d'œuvres choisies d'auteurs contemporains (dont Peter Handke et Günter de Bruyn) et mettent en lumière le rôle joué par certaines thématiques (par exemple la Heimat considérée comme un lieu privilégié de réconciliation), certaines situations d'écriture (comme celles des « passeurs » naturels que seraient des auteurs polonais écrivant en allemand, à l'image d'Artur Becker) ou certaines formes narratives (comme le récit de voyage) dans l'établissement d'une « poétique de la paix ».

Enfin, différents usages de la mémoire mise au service d'une politique de la réconciliation sont passés au crible des huit dernières contributions. Aux côtés d'études sur les échanges scolaires germano-polonais ou la mise en valeur du potentiel touristique et pédagogique de la mémoire de certains lieux emblématiques de l'histoire croisée germano-polonaise, signalons le regard critique porté par des historiens sur les tentatives réussies ou avortées de redorer tel ou tel chapitre « heureux » mais méconnu de l'histoire germano-polonaise, comme l'épisode de forte polonophilie dans les pays allemands au début des années 1830.

THOMAS SERRIER

**Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen
(dir.)**

1989 à l'Est de l'Europe.

Une mémoire controversée

La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2009,
336 p.

Cet ouvrage se fonde sur des travaux menés au sein du Centre Michel Foucault d'études

françaises de Varsovie, fruit d'une collaboration entre l'ÉHESS, l'université de Varsovie et l'Académie polonaise des sciences. « Ses valeurs sont l'autonomie intellectuelle, le travail collectif, l'interdisciplinarité, l'ambition critique et le souci de la transmission », rappellent les éditeurs du livre qui ajoutent que celui-ci a été composé « dans cet esprit » (p. 330). Il repose en effet sur une double opération : d'une part, la tenue d'un colloque organisé au Centre Michel Foucault en octobre 2008, « L'événement 1989 à l'Est. Vingt ans d'interprétations », qui a réuni de très nombreux chercheurs mais aussi d'anciens acteurs et témoins, de l'autre l'agencement de cette importante matière dans l'ouvrage en question, sachant que certaines contributions n'ont pas été reproduites dans le volume.

Resserrant le propos, le livre se concentre sur une problématique centrale, celle de l'événement de la chute des dictatures communistes d'Europe centrale et orientale durant l'année 1989, mais non pas l'événement « brut » – si tant est qu'il existât compte tenu même de la diversité des situations nationales (et même régionales) –, mais l'événement retravaillé par les représentations qu'acteurs, témoins et intellectuels décidèrent de lui donner, en fonction de considérations qui apparaissent parfois très détachées du sens initial que les discours occidentaux ont voulu forger des « révolutions de 1989 ». Les vingt années qui séparent le programme de travail de l'objet des représentations ont souligné combien la thèse de l'unicité et de l'univocité de l'« événement 1989 » était fautive parce qu'artificiellement construite pour des besoins idéologiques auxquels la recherche est étrangère. Il suffit, comme le font Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen, de s'intéresser à une œuvre cinématographique comme celle du réalisateur roumain Corneliu Porumboiu, *12 h 08 à l'est de Bucarest* (2006), pour comprendre, en premier lieu, que les symboliques nationales de l'événement sont irréductibles les unes aux autres, ne serait-ce qu'à travers leur dénomination (« tournant » allemand, « transition » hongroise ou « révolution » roumaine); pour découvrir, en second lieu, qu'au sein même de chaque lecture nationale des interprétations contradictoires s'opposent, particulièrement

en Roumanie où l'impératif de la « bonne interprétation » se heurte aux questionnements des sciences sociales; pour constater, enfin, qu'émerge du film comme du recul temporel le phénomène de « relative distance des populations concernées vis-à-vis de ces événements fondateurs » (p. 7), d'où la difficulté de postuler *a priori* l'existence d'une « mémoire collective ». Les chercheurs portent une part de responsabilité dans la fabrique d'un événement unifié et signifiant que l'étude de ses représentations et de ses usages fait éclater en redéployant l'objet événementiel sur lequel l'ouvrage souhaite s'interroger.

Refusant une « approche normative de l'événement » (p. 10), les auteurs ambitionnent de contourner cette injonction en se saisissant des interprétations politiques et sociales, savantes et profanes. Il s'agit de « réinterpréter '1989' » (première partie) en dépassant les interprétations traditionnelles, notamment politiques, par la convocation du social – comme dans le cas de la Pologne et de sa paysannerie ou de la Roumanie et de ses mineurs – ou du judiciaire, avec les processus d'épuration de l'ex-RDA menés par des magistrats ouest-allemands, et plus particulièrement berlinois, en opposition avec leurs homologues rhénans éloignés du terrain de la guerre froide. La mise en évidence, au travers de ces interprétations, d'intenses conflits d'origine souligne la manière dont l'événement est contesté (deuxième partie), comme en Bulgarie avec le rejeu des manifestations de 1997. Tandis que la mobilisation des « représentations ordinaires » permet d'envisager des phénomènes d'effacement, comme dans le cas de Berlin où s'estompe progressivement, jusque dans l'urbanisme, « l'événement 1989 », ou des processus d'occultation (troisième partie) de l'événement principal au profit d'événements apparemment secondaires mais finalement centraux pour l'histoire des pays concernés.

Les souvenirs sollicités de l'historienne de l'Antiquité et dissidente Zoe Petre, réunis en fin de volume avec trois autres témoignages, montrent bien cette complexité de l'événement retravaillé par l'étude de ses représentations : si l'effondrement en quelques heures d'un régime stalinien comme celui de Nicolae Ceaușescu demeure bien pour elle « la grande

expérience et la grande rupture de nos vies [...], la vraie rupture avec le passé n'a eu lieu qu'en 1996, avec la première alternance politique, lorsqu'enfin un gouvernement non héritier des activistes communistes a pris le pouvoir » (p. 312-313).

Le programme de recherche et l'ouvrage qui en résulte relèvent le défi de la problématique défendue. Ils contribuent au progrès de la connaissance sur « la postérité de 1989 dans les sociétés de l'Est » (p. 10), restée très insuffisante comme le constatent J. Heurtaux et C. Pellen sans proposer pour autant une critique approfondie des travaux, même rares, sur les usages politiques de 1989 et de ceux, plus nombreux, sur les phénomènes mémoriels à l'Est. À cet égard, une bibliographie générale ainsi qu'un index auraient été de précieux outils de travail. Une seconde objection peut être apportée à un travail collectif par ailleurs très articulé et fortement transnational : les interprétations analysées dans les différentes contributions sont souvent référées à un récit normatif de l'événement dont la validité fait pourtant l'objet du questionnement initial. Ce biais témoigne cependant de l'ambition de départ, élevée et nécessaire.

VINCENT DUCLERT

Ruxandra Ivan

La politique étrangère roumaine, 1990-2006
Bruxelles, Éditions de l'université
de Bruxelles, 2009, 219 p.

Ruxandra Ivan nous livre le résultat d'une recherche doctorale qui unit l'histoire du temps présent aux sciences politiques. La différence méthodologique qui sépare cette discipline de l'histoire est clairement exprimée : « alors que la démarche explicative est causale, la démarche compréhensive est téléologique : elle vise à comprendre l'histoire d'un phénomène à partir de son résultat » (p. 37). L'auteur part donc d'un constat, à savoir que la politique étrangère roumaine n'a pas eu de visibilité internationale depuis l'écroulement du rideau de fer, alors qu'elle se distinguait avant 1989 par son originalité vis-à-vis de l'URSS et du bloc de l'Est. Cela peut s'interpréter comme

le signe d'une transition qui peine à aboutir ou, au contraire, d'un retour à la normalité. Un autre paradoxe s'impose : la Roumanie est considérée comme francophile et la France a soutenu la Roumanie dans son processus d'adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et à l'Union européenne (UE) ; or Bucarest s'aligne sur Washington au moment de la crise irakienne en 2003, adoptant une position opposée à celle de Paris. R. Ivan analyse ainsi la réorientation de la politique étrangère roumaine comme une transition, au sens propre, de l'Europe de l'Est à l'Europe de l'Ouest et, plus encore, à l'outre-Atlantique.

Après avoir fait le point, en introduction, sur les outils fournis par les sciences politiques et exposer clairement ses sources et sa démarche, R. Ivan enchaîne avec un premier chapitre didactique sur les différentes théories de politique étrangère et prend soin, à cet égard, de différencier cette notion des relations internationales. Elle propose, dans un deuxième chapitre, le modèle théorique conçu pour analyser le sujet. L'exposé chronologique est ensuite encadré par une structure en miroir qui comprend des analyses sur les « forces profondes », d'une part, et sur le « processus décisionnel », d'autre part.

Les « forces profondes » sont étudiées sous deux angles. En faisant la genèse du concept d'intégration « euro-atlantique », l'auteur recourt en effet à l'histoire des mentalités pour comprendre comment furent réunis sous une même notion deux processus d'intégration différents, à savoir dans une organisation atlantique, l'OTAN, et dans une organisation exclusivement européenne, l'UE. La formation de l'identité nationale roumaine au cours des siècles est d'abord élucidée dans son rapport à l'Occident. L'ère Ceaușescu, avant 1989, est ensuite passée au crible (signalons à ce passage deux coquilles : c'est en effet Nikita Khrouchtchev et non Staline qui retire les troupes soviétiques de Roumanie en 1958, et le Parti des travailleurs roumains ne saurait être appelé le « Parti travailliste roumain »). La transition démocratique, enfin, est abordée. C'est à la fin du livre que les « forces matérielles » seront étudiées, à travers une approche également institutionnaliste. Le « contexte

géostratégique [aussi bien que] l'environnement institutionnel et organisationnel international et régional » (p. 165) sont en effet innovés pour comprendre l'évolution de la politique étrangère roumaine. Les rapports avec la Moldavie et avec la Hongrie voisins constituent deux études de cas pertinentes sur l'influence de l'OTAN et de l'UE.

Le processus décisionnel est, quant à lui, analysé à deux niveaux. Le lieu de la prise de décision est d'abord recherché dans un « triangle institutionnel » (p. 97) au sommet de l'appareil d'État. Le président de la République, le ministre des Affaires étrangères et le Premier ministre apparaissent comme des décideurs inégaux en fonction des gouvernements. L'auteur essaie ensuite de mesurer l'influence sur ceux-ci des appartenances partisans et de l'opinion publique, qui sont évaluées à l'aune de trois moments clés pour l'intégration roumaine dans la « communauté atlantique ». Alors que la crise kosovare s'aggrave, en octobre 1998, la Roumanie accepte en effet la demande de l'OTAN de pouvoir utiliser son espace aérien en cas d'urgence ; puis, en avril 1999, au moment de la guerre du Kosovo, de pouvoir l'utiliser sans restriction ; enfin, au moment de la crise irakienne en 2003, elle se range aux côtés de Washington.

L'auteur définit tout d'abord une période de double transition, qui s'étend de 1990 à 1996. Une transition intérieure, puisqu'Ion Iliescu, un ancien apparatchik, est toujours au pouvoir, mais également internationale, puisque l'URSS fait place à une Russie plus faible et que la Roumanie échoue à se réunifier avec l'ancienne république socialiste soviétique de Moldavie, dont le territoire avait été perdu à la suite du pacte germano-soviétique. La Roumanie semble alors hésiter entre plusieurs options, entre appartenance à l'Europe orientale, neutralité ou orientation vers l'Ouest. Le facteur géographique, de ce point de vue, apparaît comme intériorisé par les décideurs. La recherche de sécurité conduit cependant la Roumanie, dans une deuxième phase, à mener un processus d'adhésion à l'OTAN de 1996 à 2004, et à l'UE en 2007. À ce moment-là, le président Traian Băsescu a déjà mené son pays dans une troisième phase

sous le signe de la *Realpolitik*, en promouvant un « axe Washington-Londres-Bucarest » (p. 139). La situation géographique est à cette occasion reconstruite : la Roumanie, de périphérie de l'Europe, est présentée comme au centre d'un espace stratégique organisé par les États-Unis, de l'Europe au Moyen-Orient.

À l'issue de ce livre, une bibliographie assez fournie donne des orientations de lecture en roumain, en français et en anglais. Un tableau met utilement en parallèle les présidents de la République de Roumanie, les Premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères. Un autre tableau, quant à lui, constitue une synthèse claire et bienvenue de la démonstration opérée par l'auteur. Seuls quelques regrets subsistent : un index, une chronologie et une table des illustrations auraient formé des outils appréciables pour mieux utiliser cet ouvrage. Sa lecture n'en reste pas moins agréable, grâce à une écriture claire et précise qui va, de manière convaincante, « de l'histoire des mentalités à l'histoire événementielle, du droit constitutionnel roumain aux profils des décideurs et des orientations des partis politiques à l'impact du processus d'adhésion de la Roumanie à l'UE et à l'OTAN » (p. 187).

PIERRE BOUILLON

Gerhard A. Ritter

The Price of German Unity: Reunification and the Crisis of the Welfare State

Oxford, Oxford University Press, [2006] 2011, 481 p.

L'historien allemand Gerhardt Ritter nous convie à une analyse de la réunification allemande sous l'angle de la politique sociale. L'ouvrage explore la courte, mais dense, période historique qui sépare la chute du mur de Berlin le 2 novembre 1989 des élections au Bundestag du 16 octobre 1994. Il s'agit d'une période charnière de la transposition des institutions et des acteurs de l'État social ouest-allemand vers les nouveaux Länder de l'ex-RDA.

L'objet du livre est de rendre compte du processus d'extension de la législation sociale

de l'Ouest vers l'Est, d'en analyser les difficultés et les conséquences aussi bien pour les nouveaux Länder que pour l'Allemagne dans son ensemble. À cette fin, G. Ritter lie intimement histoire économique, sociale et politique. Il insiste sur la césure que marque, début 1991, le changement de majorité au Bundestag, obligeant la coalition gouvernementale, chrétienne démocrate et libérale, à composer avec l'opposition sociale-démocrate. L'analyse est menée à partir d'archives jusqu'alors inédites et de quatorze entretiens conduits avec des acteurs de l'unification.

G. Ritter découpe la période en trois phases. Entre novembre 1989 et les élections du Bundestag en décembre 1990 sont jetées les bases juridiques de l'unification économique, sociale, politique et monétaire. Le Traité d'unification signé le 31 août 1990 en marque le temps fort. De décembre 1990 à l'automne 1992 débute la phase de mise en œuvre avec l'application d'une législation transitoire sur les retraites, l'édification d'une administration de l'emploi et du chômage, la mise en place de la sécurité sociale et de mesures de soutien aux revenus, l'institution de nouvelles juridictions d'application du droit social et du droit du travail. Enfin, 1993 et 1994 sont placées sous le signe de la récession et des débuts de la transformation de l'État social allemand ; commence alors le temps de la consolidation des finances publiques et du soutien à la compétitivité économique.

Une fois cette chronologie établie en introduction, l'ouvrage se déploie en trois parties : une première dresse un état des lieux des conditions et des enjeux de l'unification jusqu'au Traité constitutionnel de 1990 ; une deuxième présente le cadre juridique de la transposition des institutions de l'État social de l'Ouest vers l'Est ; enfin, une troisième partie analyse l'implantation d'institutions et d'acteurs destinés à la mise en œuvre de ce cadre, avant de déboucher sur une discussion plus générale sur la transformation de l'État social allemand.

La place accordée, au-delà du cadre juridique et des institutions, aux nouveaux acteurs qui contribuent à leur mise en œuvre – administrations, mais également organisations syndicales et patronales – constitue un intérêt indéniable de l'ouvrage. Une telle approche

permet à l'auteur de montrer les résistances qu'a pu susciter, à l'Est, la transposition de l'État social, mais aussi les répercussions qui en ont résulté, par retour, sur l'Ouest. C'est le cas de l'analyse qu'il nous livre de la mise en place des instances, des procédures et des institutions de dialogue social (organisations syndicales et patronales, conventions collectives), de leur rapide désaffection à l'Est et de l'effet de contagion à l'Ouest. Ainsi, en 1993-1994, 64 % des entreprises de l'industrie manufacturière de l'ex-RDA se tiennent à l'écart des organisations patronales, afin d'échapper aux prescriptions des conventions collectives. Or ce secteur représente alors 26 % de l'ensemble des salariés des nouveaux Länder.

En multipliant les exemples, G. Ritter met en évidence les tensions et parfois les limites de l'unification, la complexification du système et la diversification des intérêts qui en résultent, de même que les effets inégaux selon les pans de la protection sociale (retraites, santé, famille, chômage et emploi). Il n'en apprécie pas moins positivement le processus d'extension des institutions sociales de l'Ouest vers l'Est, considéré dans son ensemble comme un succès, comme un « tour de force » de l'administration publique (p. 276) ; tour de force qui aurait contribué à réduire le coût social et politique de l'unification, même si son coût financier reste l'objet de controverses.

Deux grandes questions structurent l'ouvrage de manière transversale. D'abord, y avait-il d'autres alternatives que la transposition en bloc du système ouest-allemand de protection sociale et de régulation du travail aux Länder de l'Est ? Ensuite, l'unification avec la RDA a-t-elle donné l'impulsion à des transformations en profondeur de l'État social allemand ?

Concernant la première question, G. Ritter considère qu'il n'y avait pas de meilleure solution que celle du transfert, mais que ce dernier a pâti d'erreurs de financement. À l'instar de nombreux économistes, il soutient que l'augmentation rapide des salaires à l'Est, indépendamment de la hausse de la productivité, a été un facteur clé du déclin de compétitivité et de l'effondrement de pans entiers de l'industrie est-allemande. Mais il montre aussi qu'on ne peut arrêter son jugement à des dimensions strictement économiques, que la situation se révèle plus complexe dès lors que l'on intègre

des considérations de justice sociale. G. Ritter donne ici à voir les tensions entre principes de réalité économique et principes de justice auxquels sont confrontés les acteurs de la réunification allemande.

Concernant la seconde question, il soutient que les symptômes de crise de l'État social allemand (explosion des soins médicaux, vieillissement de la population, nécessité d'adapter la production et le travail à la mondialisation des marchés) étaient déjà observables avant la réunification, que cette dernière n'a fait que les accentuer, après les avoir masqués dans un premier temps. Il date le basculement de la conception de l'État social du milieu des années 1980, lorsque le gouvernement d'Helmut Kohl répand l'idée que l'État devrait laisser davantage de champ au marché, que le monde du travail devrait être plus flexible, que l'équilibre entre responsabilité individuelle et responsabilité sociale devrait être corrigé en faveur d'une extension de la première. L'année 1989 marque une pause dans ce débat, mais la thématique de la réforme de l'État social redevient centrale après la récession de 1993. Le curseur est alors fermement réorienté vers la diminution des dépenses sociales et un ensemble de réformes destinées à soutenir l'emploi et la compétitivité économique.

En conclusion, G. Ritter souligne toutefois la grande stabilité de l'État social allemand

depuis son instauration par Otto von Bismarck dans les années 1880. Étendant son propos à la période contemporaine, il va jusqu'à diagnostiquer une résistance de l'État social allemand à la réforme, en prenant comme point de comparaison les États-Unis et des pays nord-européens comme la Suède. Vu de France cependant, cette résistance paraît toute relative et l'État social allemand plus facilement réformable que son homologue français. L'analyse dépend du point de comparaison, mais peut-être aussi des variables prises en compte. G. Ritter examine l'inertie de l'État social allemand au regard de variables essentiellement structurelles, comme le type de financement de la protection sociale ou encore le système politique. Ces variables pourraient être invoquées de manière similaire pour le cas français, où prévaut le même principe de financement de la protection sociale par les salaires. En revanche, ce qui échappe à une telle analyse, mais qui, vu de France, apparaît comme un facteur décisif de souplesse côté allemand, est la disposition aux réformes, ou du moins leur acceptation silencieuse, par une majorité de la société allemande. La perspective comparative sur la réforme de l'État social sur laquelle débouche l'ouvrage gagnerait à être enrichie par des données sociétales de ce type.

BÉNÉDICTE ZIMMERMANN